



SOMMAIRE

- ★ En général et en bref p. 2
- ★ L'alphabétisation familiale est importante p. 2
- ★ Les producteurs agricoles attendent de voir pour croire... p. 3
- ★ Éditorial p. 4
- ★ On mange bien dans nos écoles..... p. 5
- ★ La Chandeleur arrive p. 6
- ★ Célébration du français à Évangéline p. 7
- ★ Les experts en alpha familiale au travail p. 8
- ★ Une politique sur les forêts en développement p. 9
- ★ Besoin d'un nouveau cœur?..... p. 14
- ★ Les quilles p. 15
- ★ Brad Richards se remet d'une opération..... p. 15
- ★ La SNA et le Hainaut signent un premier échange p. 16

**Soulignez
demain
en famille
la Journée de
l'Alphabétisation
familiale,
qui a lieu
le 27 janvier
de chaque
année.**

ACADIE VOIX

Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

SUMMERSIDE (Î.-P.-É.)

28^e ANNÉE

LE MERCREDI 26 JANVIER 2005

70 CENTS (INCLUS TPS)

**Le GCCÉ
reçoit de l'argent
pour continuer
son travail
en prévention
du crime**

Lire à la page 5

La Fédération culturelle se cherche une nouvelle structure

Par **Jacinthe LAFOREST**

La Fédération culturelle a dévoilé le mardi 18 janvier, lors de son assemblée annuelle 2003-2004, une étude visant une reconstruction du secteur des arts et de la culture à l'Île-du-Prince-Édouard. La nouvelle structure proposée mise sur les comités régionaux de la SSTA, qui deviendraient, en pratique, la Fédération culturelle.

En effet, la structure, conforme à une fédération, compterait les six comités régionaux de la SSTA (on compte dans ce nombre le comité régional en formation à Kings-Est). Il y aurait aussi deux autres catégories de membres, sont les artistes et les événements, qui seraient regroupés selon leur secteur et selon une formule qui correspond à leurs besoins. La structure proposée parle d'une «table d'intérêt des artistes» et d'une «table d'intérêt des événements».

Selon cette structure, les membres individuels, auxquels on a fait une place il y a quelques années seulement, seraient évacués. Béatrice Caillié se souvient bien des raisons pour lesquelles les artistes ont été invités à devenir membres à titre individuel. «Les artistes voulaient faire partie de la Fédération», rappelle-t-elle.

Par contre, d'autres ont ajouté que depuis ce temps, les artistes n'ont pas été nombreux à répondre à l'invitation à siéger au conseil d'administration de la Fédération. «À un moment donné, le conseil a décidé que pour profiter de la formation de la Fédération, les artistes n'avaient pas besoin de payer une cotisation. Alors, pourquoi seraient-ils devenus membres?», rappelle Edwige Nicolas, qui était jusqu'à tout récemment directrice générale de la Fédération culturelle.

Donald DesRoches était le premier directeur général de la Fédération. C'est sous son leadership que les premiers statuts



Un bon nombre de personnes a écouté avec intérêt le consultant Marc LeBlanc (à droite) sur la nouvelle structure de la Fédération culturelle.

et règlements ont été développés. Il n'est pas contre l'idée de revenir à une structure fédérative plus «pure» comme à l'origine, mais il croit aussi que les changements survenus à la Fédération ne sont pas arrivés par hasard : la Fédération tentait de s'ajuster aux besoins (perçus ou réels) du secteur des arts et de la culture.

Par ailleurs, M. DesRoches se demande où les autres membres actuels de la Fédération vont trouver leur place. Il y a, entre autres, la Commission scolaire de langue française, qui représente une grande clientèle et qui peut être considérée comme un acheteur de spectacle. L'Association du Musée acadien de l'Î.-P.-É. est également un membre de la Fédération culturelle, représentant le secteur du patrimoine, et il y a Jeunesse Acadienne, au nom des jeunes.

Selon l'auteur de l'étude, Marc LeBlanc, tous ces membres peuvent trouver leur place à la table, par l'entremise de la «table des

événements». C'est là que se retrouveraient les festivals, et même le Centre des arts de la Confédération.

Comme on l'a indiqué plus tôt, la Fédération culturelle a changé au fil des années et on propose d'autres changements. «Quel est l'ingrédient magique dans cette structure qui fera que cela va réussir? a demandé Charles Duguay au consultant.

«L'ingrédient, et il n'a rien de magique, c'est que la Fédération deviendra un lieu de travail, et les membres y viendront pour travailler sur des choses concrètes. Ils seront là pour faire avancer le développement culturel et artistique. Ce n'est pas un organisme où l'on va pour récolter ses frais de déplacement. Il faudra y apporter une réelle contribution», dit Marc LeBlanc.

Protocole d'entente

Afin de s'assurer que tout ce beau monde respecte son engagement au sein de la structure,

le consultant Marc LeBlanc propose que tous les membres signent un protocole d'entente. Outre les six comités régionaux de la SSTA, les autres signataires sont la Fédération culturelle, les représentants des événements et les représentants des artistes. On parle donc pour le moment de neuf signataires.

Ce protocole d'entente énonce les responsabilités, rôles et engagements de chacun des signataires. Par exemple, le protocole prévoit que chaque comité régional devrait être le maître d'œuvre d'au moins une activité provinciale tous les cinq à six ans en collaboration étroite avec les autres comités régionaux et la FCIPÉ. On y dit aussi que les comités régionaux peuvent lancer de nouvelles initiatives régionales, mais devraient seulement le faire s'ils prévoient qu'une relève est envisageable, en autres mots, si un autre organisme ou comité prend en main les initiatives.

(Suite à la page 6)

L'alphabétisation familiale prend son envol grâce à la Société éducative

Par **Jacinthe LAFOREST**

Le concept d'alphabétisation familiale est relativement nouveau au Canada mais depuis quelques années, les gouvernements ont décidé d'accorder plus de ressources à ce concept pour permettre aux parents de jouer un rôle plus actif dans l'éducation en français de leurs enfants.

L'an dernier, en 2004, la Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard s'est faite la championne de l'alphabétisation familiale en faisant élaborer une stratégie provinciale en alphabétisation familiale assortie d'un plan d'action de 2004 à 2008.

«Afin d'élaborer cette stratégie et ce plan d'actions, avec la participation d'Uniglocal, nous avons mené des consultations d'assez grande échelle, avec un questionnaire très détaillé qui prenait plus d'une heure à administrer», affirme Guy Landry, coordonnateur en alphabétisation familiale.

Lui-même a conduit une bonne partie des quelque 38 sondages individuels faits dans toutes les

régions, auprès de personnes représentatives de différentes situations familiales. On a aussi fait des consultations auprès de gens des instances gouvernementales.

«Dans toute l'Île, les réponses étaient semblables et elles nous ont permis de faire des constatations qui n'étaient pas des surprises, mais des confirmations de ce que nous croyions», indique Guy Landry.

«Il y a un besoin réel de faire des interventions auprès des parents, en ce qui concerne l'alphabétisation familiale. C'est même très nécessaire. Il faut immédiatement aller chercher les parents, surtout les parents d'enfants de 1 à 4 ans. La plupart ne sont pas sensibilisés et ceux qui le sont manquent d'outils et trouvent que les livres en français coûtent cher», rappelle Guy Landry.

Comment rejoindre les parents?

Pour sensibiliser ces parents, pour leur montrer comment faire pour pratiquer l'alphabétisation familiale en français chez eux, la

stratégie mise sur des animateurs ayant reçu une formation spécifique. Jusqu'à présent, deux personnes à l'Île ont reçu une formation en alphabétisation familiale. Il s'agit de Guy Landry et de Diane Bernier-Ouellette. Cette même formation sera offerte en février au Nouveau-Brunswick et la Société éducative recherche présentement des personnes qui seraient intéressées à suivre cette formation.

«Éventuellement, on aimerait avoir de deux à trois personnes dans chacune des six régions acadiennes, afin d'animer la scène de l'alphabétisation familiale, mais pour le moment, on cherche seulement quelques personnes», précise Guy Landry.

Centre de la famille et de la petite enfance

L'une des recommandations du rapport stratégique produit par Uniglocal porte sur la création dans la région Évangéline d'un centre de la famille et de la petite enfance. Ce centre serait

considéré comme un projet pilote, puis évalué et possiblement, implanté dans les autres régions.

Quatre partenaires collaborent présentement à ce projet. Outre la Société éducative, qui agit comme leader, on compte le centre de ressources familiales Cap enfants, le Centre préscolaire Évangéline et le Centre de santé communautaire Évangéline.

Ces quatre partenaires vont profiter de la Journée de l'alphabétisation familiale, le 27 janvier, pour tenir une activité portes ouvertes aux locaux de Cap enfants, situés à Wellington. «Le public est invité. Il y aura trois activités : la première est une activité de bricolage avec les enfants, la seconde est une session avec les parents et les enfants et la troisième activité s'adressera aux parents seulement.»

Dans la session destinée aux parents, on va utiliser la trousse Montre-Moi, qui est un outil bien reconnu en alphabétisation familiale et qui, en passant, est disponible dans toutes les bibliothèques françaises de l'Île. ★

En général EN BREF

Les Prince-Édouardiens sont chanceux

En 2004, les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard ont réclamé plus de 12 millions de dollars en gains de loterie auprès de la Société des loteries de l'Atlantique. En effet, 23 Prince-Édouardiens ont remporté des lots de 10 000 \$ ou plus, tandis que des milliers d'autres ont gagné des sommes moins importantes. Entre autres, il y a eu sept gagnants de 100 000 \$ au TAG en 2004; quatre gagnants du lot secondaire au 6/49 en obtenant cinq des six numéros gagnants plus le numéro boni; et trois gagnants du lot secondaire de l'Atlantique 49, soit 64 900 \$ chaque gagnant.

Un nouveau billet de 10 \$ sera sur le marché

(APF) La Banque du Canada poursuit sur sa lancée. Après avoir lancé de nouveaux billets de 20 \$, de 50 \$ et de 100 \$, voilà qu'elle a annoncé, récemment, qu'un billet de 10 \$ amélioré sera mis en circulation le 18 mai 2005. Ce billet de 10 \$ comportera les mêmes illustrations qui ornent celui qui est présentement en circulation, mais la Banque du Canada y ajoutera des caractéristiques de sécurité. Parmi ces caractéristiques, notons une bande métallique holographique, un portrait en filigrane, un fil fenêtré de couleur changeante tissé à même le papier, un chiffre en transvision et des éléments fluorescents plus sophistiqués. Ces éléments contribueront à lutter contre la contrefaçon.

Journée de l'alphabétisation familiale

Le 27 janvier est la Journée de l'alphabétisation familiale. Faites une activité de lecture, d'écriture ou de calcul à la maison. Jouez aux cartes et laissez les enfants compter les points et les inscrire. ★

De jeunes lecteurs font l'Hackmatack

(J.L.) Des élèves de 4^e, 5^e et 6^e année de l'école Évangéline font l'Hackmatack. L'Hackmatack, c'est le nom d'un prix littéraire accordé à des auteurs de littérature jeunesse. Hackmatack a commencé en anglais aux Maritimes et depuis quelques années, une sélection de livres en français y est incluse.

Cette année, 10 livres sont en lice et les élèves qui les lisent peuvent voter pour le livre qu'ils préfèrent. C'est ce qui distingue ce prix des autres : ce sont les jeunes lecteurs eux-mêmes qui font le choix.

Pour avoir le droit de voter, chaque jeune doit avoir lu au moins la moitié des livres en lice, avant le 10 mars. La plupart des participants au projet mené par la monitrice de français Giseles Caron ont déjà complété un livre. Nicolas Cochaux-Laberge a lu *Vaco le moche*. «C'est une histoire qui se passe au Pérou, il y a 6 000 ans. Un roi est mort et un enfant est choisi pour aller porter un vase dans la tombe du roi. L'affaire, c'est que celui qui porte le vase doit rester dans la tombe et y mourir. Le garçon a été sauvé, par hasard, mais j'ai trouvé cela assez moyen comme histoire», dit le lecteur.

Natalie LeBlanc a lu *Intrigues à Saint John*, de Michel Savard. «Cela se passe dans le monde du hockey. Il se passe des drôles de choses autour de l'équipe... J'ai un



De gauche à droite, on voit Robyn Gallant, Natalie leBlanc, Jessica Gallant, Zoé Arsenault et Jillian Arsenault. Au second rang, on voit Kelsey Arsenault, Josée Gallant (assise sur le bras du sofa), Liane Gallant, Michelle Arsenault, Myranda Kelley, Dominique Arsenault et Tiffany Arsenault. Au troisième rang, on voit Giseles Caron, Diane Masarabakiza, Sarah Martel, Kayla Cameron, Shawnda Mosher-Gallant, Nicolas Cochaux-Laberge, Alex Bernard et Thierry Cochaux-Laberge. Jessica Gallant, Brendon Gaudet et Samantha Ford sont absents de la photo.

livre plein de surprises.»

Les 23 membres du club Hackmatack ont un salon pour leurs rencontres hebdomadaires. Ils l'ont nommé la «Hackm@Salle». Avec l'aide de Mme Caron, ils ont meublé la salle et ont confection-

né des coussins pour rendre la lecture plus confortable.

«À chaque rencontre, il y a un prix de présence. Également, nous faisons un ordre du jour et nous apprenons comment faire une réunion. Et puis, nous faisons un ta-

bleau où nous inscrivons les mots que nous avons trouvé difficiles. Nous cherchons les définitions et nous les écrivons» décrit Mme Caron. Prochainement, les élèves seront invités à écrire à un auteur qu'ils auront choisi. ★

Les producteurs croiront à l'ouverture des frontières quand ils le verront

Par **Jacinthe LAFOREST**

Gérard Richard de Saint-Nicholas ne se fait pas d'illusions concernant l'ouverture en mars prochain des frontières américaines au bœuf canadien. «C'est ce qu'ils nous disent mais de ce que j'entends des producteurs, c'est qu'ils le croiront quand ils le verront. Il pourrait y avoir bien des obstacles encore», rappelle le producteur qui maintient un troupeau de 400 têtes sur sa ferme appelée Red Country Farm.

Gérard Richard est très au fait des jeux politiques aux États-Unis. En janvier 2004, lors de l'assemblée annuelle de la Fédération de l'agriculture de l'Île, il prédisait que les frontières américaines n'ouvriraient pas avant l'élection présidentielle de novembre, par protectionnisme, et ses prédictions se sont avérées justes. Présentement, il affirme qu'il y a des poursuites devant les tribunaux aux États qui tentent d'empêcher l'ouverture des frontières, et qu'il y en a aussi pour faire ouvrir les frontières. «Il y a de l'appui des deux côtés», dit-il.

Naturellement, les récents cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (vache folle) découverts en Alberta ne font rien pour aider la situation. Pour Gérard Richard cependant, le fait qu'on trouve ces animaux et qu'ils soient détectés avant de se retrouver dans la chaîne alimentaire «prouve que notre système travaille pour les attraper». «Mais cela donne moins de confiance, parce que c'était une jeune bête, née après l'interdiction de nourrir les animaux avec de la farine pour animaux contenant des protéines animales», précise le

producteur.

Gérard Richard n'exporte pas son bœuf sur les marchés américains. Mais il est tout de même affecté par la fermeture des frontières. Comment? En fermant les frontières, tout le bœuf produit au Canada, incluant le bœuf destiné à l'exportation, s'est retrouvé sur le marché domestique, faisant baisser les prix, du fait du surplus de production.

«Les consommateurs canadiens ont été très bons, ils ont confiance dans notre produit. Ils ont augmenté la consommation de bœuf de 10 pour cent depuis que tout cela a commencé, mais ils peuvent seulement en manger une certaine quantité», avoue Gérard Richard.

La ferme Red Country Farm n'est pas seulement un parc d'engraissement. Tous les animaux du troupeau sont nés sur la ferme et sont élevés jusqu'à l'âge de 20 mois, pour être vendus. Gérard Richard a donc un très bon contrôle sur la qualité de sa production. «La plupart de ma production va aller au nouvel abattoir à Albany. Ils ne fonctionnent pas encore à pleine capacité. Ils ont seulement la moitié de leurs employés en place. Ils doivent aussi développer leurs marchés.»

Gérard Richard indique que grâce au nouveau système de traçabilité du bœuf qui sera en vigueur à cette usine, il sera possible, grâce à un code, de savoir exactement sur quelle ferme un bœuf a été élevé, et engraisé. «Ce n'est pas un code que les consommateurs vont pouvoir défricher, mais il sera là pour les officiels du gouvernement.»

Selon le producteur de Saint-Nicholas dans la région Évangéline, les producteurs de bœuf en Atlantique ne donnent pas à



Gérard Richard surveille de près l'alimentation de ses animaux.

leurs animaux de la farine pour animaux fabriquée en usine. «Moi, je nourris mes bêtes avec du foin en ensilage, du grain, de l'orge, du blé d'Inde et des minéraux. C'est pas mal la même chose pour tous les producteurs de bœuf des Maritimes et la plupart au Canada. Les farines

pour animaux contenant des protéines, c'est surtout dans l'industrie laitière qu'on les utilise.»

Gérard Richard aime la viande de bœuf et il affirme en manger de trois à quatre fois par semaine, de différentes manières. «Ce que j'aime le plus, c'est un bon steak cuit au barbecue et pas

juste l'été. Le midi, indépendamment de combien de temps j'ai pour manger, je me fais souvent un steak», dit-il.

Comme notre conversation téléphonique est survenue sur l'heure du midi, nous avons peut-être empêché M. Richard de cuire son steak. ★

Voter ou payer une amende de 50 \$

(APF) Le sénateur Marc Harb pense avoir trouvé la façon d'inciter un plus grand nombre de Canadiens à se rendre aux urnes lorsqu'il y a des élections fédérales. Son projet de loi S-22, qui sera présenté en 2^e lecture lors de la reprise des travaux au début février 2005, propose de modifier la Loi électorale du Canada pour rendre obligatoire l'exercice du droit de vote par un électeur.

De plus, il propose de «créer une nouvelle infraction, soit le défaut pour un électeur de voter», assorti d'une amende de 50 \$.

Seul un Canadien qui est ab-

sent du pays le jour de l'élection, qui est inhabile à voter à l'élection ou qui réussit à convaincre le commissaire qu'il avait un motif valable de ne pas voter pourrait s'en sortir sans devoir payer une amende.

Même les Canadiens qui affirment ne pas voter, car ils ne privilégient aucun candidat, ne pourraient pas s'en sortir puisque le sénateur Harb suggère d'ajouter sur le bulletin de vote la mention «aucun de ces candidats».

S'il est adopté en 2^e lecture, ce projet de loi sera ensuite envoyé à un comité sénatorial pour étude. ★

La Commission scolaire pourrait changer sa stratégie

(J.L.) La Commission scolaire de langue française a toujours l'intention d'utiliser la voie des tribunaux pour forcer la province à agir. Mais selon le directeur général de la CSLF, la stratégie pourrait changer, et c'est en partie à cause du manque d'action pour l'école de Prince-Ouest.

«Nous attendions une réponse pour Prince-Ouest avant maintenant. Nous savons qu'on discute de notre recommandation mais les choses prennent du temps, trop de temps. Il est déjà trop tard pour commencer l'école dans une nouvelle école en septembre 2005... si on veut viser janvier ou février 2006, comme cela s'était fait à Summerside, ce serait le temps qu'une annonce se fasse. On commence à manquer de patience», dit M. Arsenault.

La CSLF poursuit ses démarches pour l'école française à Kings-Est. On se souviendra que

l'injonction demandée (et rejetée) devait être suivie d'un procès complet pour régler, une fois pour toutes on l'espère, les questions d'autorité en matière d'éducation en français à l'Île.

Mais entre temps, la communauté de Rustico a entrepris des démarches pour évaluer ses besoins d'un centre scolaire et communautaire digne de ce nom. «Ils ont établi un comité provisoire présidé par Michelle Pineau et ils nous ont fait une présentation de leurs besoins communautaires, lors de notre récente réunion à Rustico. Nous les appuyons à 100 pour cent dans leurs démarches.»

Gabriel Arsenault précise par ailleurs que ce comité de Rustico n'a pas le même statut que le comité qui a été mis en place à Prince-Ouest à l'automne et qui a présenté ses recommandations avant Noël, au gouvernement provincial. «À Rustico, ils sont à l'étape où ils étaient à Prince-

Ouest il y a un an.»

Donc si on combine les retards de la province sur Prince-Ouest, la poursuite sur Kings-Est et les revendications à Rustico, en plus des besoins relativement aux écoles Évangéline et François-Buote, la Commission scolaire commence à se demander si elle ne devrait pas modifier sa stratégie initiale (portant sur Kings-Est d'abord puis sur Prince-Ouest dans une seconde poursuite) et déposer une poursuite globale pour obtenir des infrastructures adéquates dans toutes les régions. «Nous consultons nos avocats sur cette question», indique Gabriel Arsenault.

Par ailleurs, la Commission scolaire a fait une demande à Élections Î.-P.-É. pour créer une sixième zone électorale spécifique à la région Kings-Est. Le Conseil exécutif de la province devrait approuver la nouvelle carte électorale de la CSLF sous peu. ★

ÉDITORIAL

Une nouvelle structure, oui, mais laquelle?

La Fédération culturelle a déposé la semaine dernière un document de discussion intitulé Étude de la situation des ressources dans le secteur des arts et de la culture dans les communautés acadiennes et francophones de l'Île.

Ce document de discussion propose entre autres choses, une nouvelle structure pour la Fédération culturelle. À cette fédération, on trouverait les représentants du secteur des artistes, et des représentants du secteur des événements, mais la Fédération serait essentiellement composée des six comités régionaux de la Société-Saint-Thomas-d'Aquin, qui en deviendraient les gestionnaires.

Les comités régionaux sont déjà membres de la Fédération culturelle. C'est vrai qu'ils contribuent grandement au développement culturel dans leur région et c'est vrai aussi qu'une grande partie de leurs activités est artistique et culturelle.

Mais il reste les comités régionaux de la Société Saint-Thomas-d'Aquin. Ils sont mis sur pied par et pour les membres de la SSTA; leur mandat est d'assurer que les membres de la SSTA de leur région puissent vivre et s'épanouir en français et ce dans tous les secteurs d'activités humaines et pas seulement la culture.

Leur mandat global est celui du «développement communautaire» et dans chaque région où il y a un comité régional dûment établi, il y a un agent de développement communautaire. En général, d'ailleurs, ce mandat est difficilement rempli et accompli en raison de ressources insuffisantes.

Revenons à la structure proposée pour la FCÎPÉ. Les comités régionaux existent de par leur lien avec la SSTA et reçoivent du financement en raison de leur mandat de développement communautaire et de leur lien avec la SSTA.

Le secteur culturel peut-il décider de littéralement s'approprier les comités régionaux pour faire le développement culturel et ajouter des responsabilités à leurs mandats, sans d'ailleurs pour autant, promettre beaucoup de ressources en retour?

Peut-on, unilatéralement, sans consultation avec l'organisme provincial de la SSTA, qui est exclue de toute la structure proposée et du protocole d'entente, décider

que les comités régionaux vont, en pratique, devenir la Fédération culturelle?

Comme nous l'avons dit plus tôt, les comités régionaux font un travail de développement culturel et ils siègent à la Fédération culturelle. Présentement, par contre, ils ne composent pas les trois quarts de la Fédération culturelle : il y a d'autres membres qui assurent une balance des intérêts. D'ailleurs, ces autres membres, la plupart regroupés d'abord sous la bannière «Table d'intérêt des événements», et «Table d'intérêt des artistes» dans la nouvelle structure, ont encore à décider ce qu'ils vont faire.

Par chance, aucune décision n'a été prise. Les consultations se poursuivent et les décisions qui en découleront changeront sûrement, pour quelques années du moins, la structure du secteur des arts et de la culture à l'Île. Il est donc important de participer aux consultations.

Un aspect positif de la structure proposée est le retrait de membres individuels (artistes) ayant le droit de siéger au conseil d'administration. Une fédération ne doit comporter que des représentants d'organismes ou de regroupements. Par contre, il est évident qu'il faut que les artistes soient présents à la table. Il faut donc qu'ils créent un lieu de rencontre, d'échange et de développement qui leur sera propre.

C'est un travail de démarchage qui représente un véritable projet de développement à réaliser et qui aurait dû être entrepris par la Fédération culturelle dans son ensemble. Ce travail n'a jamais été fait et nous soupçonnons que c'est en partie par crainte de devoir partager le carré au chocolat financier avec un autre organisme culturel provincial.

Le protocole d'entente éventuel doit donc inclure au moins deux points supplémentaires : le partage ou la souveraineté des ressources financières, et la participation des membres de la SSTA au processus, qui sont les véritables propriétaires des comités régionaux. ★

Jacinthe LAFOREST

La Voix ACADIENNE
5, Ave Maris Stella,
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 6M9

Directrice générale :
MARCIA ENMAN

Comptabilité, préposée
aux abonnements
et au secrétariat :
MICHELLE ARSENAULT

Rédactrice :
JACINTHE LAFOREST

Préposé au montage :
ALEXANDRE ROY

Réviseur :
DAVID LE GALLANT

Site Web :
<http://www.lavoixacadienne.com>

Courriers électroniques :
pub@lavoixacadienne.com
texte@lavoixacadienne.com
marcia.enman@lavoixacadienne.com

 Tirage : 1142
(moyenne annuelle)

No. d'enregistrement 08286
Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Au national (no d'enregistrement : 4194802)
repc-media
Agence de représentation média
Tél. : 1-866-411-7486

 Association de la presse francophone

 Fondation Donatien Frémont, Inc

ISSN 1195-5066

La Voix ACADIENNE
Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

PRIX D'ABONNEMENT ANNUEL
32 \$* à l'Î.-P.-É.
40 \$* à l'extérieur de l'Î.-P.-É.
125 \$ aux États-Unis et outre-mer

COUPON-RÉPONSE POUR UN ABONNEMENT

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

COUPON-RÉPONSE POUR UN DON À LA FONDATION JEAN-H.-DOIRON *

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Veillez adresser votre envoi à :
La Voix acadienne ltée
5, Ave Maris Stella
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 6M9
Tél. : (902) 436-6005 Téléc. : (902) 888-3976

* Tout chèque exigeant un reçu pour les impôts doit être fait à l'ordre de la Fondation des oeuvres acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard

Conclusion de l'enquête sur le cas d'ESB

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a annoncé la conclusion de l'enquête sur le cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) détecté le 2 janvier 2005. L'enquête a permis de retracer entièrement la cohorte des naissances, la progéniture née récemment et les aliments du bétail qui auraient pu être utilisés pour nourrir l'animal infecté durant les premières années de sa vie.

Selon Santé Canada, le risque pour la salubrité des aliments que posent les animaux faisant partie de la cohorte de naissances abattue avant 2003 devrait être considéré comme extrêmement faible. La prévalence de l'ESB en Amérique du Nord est faible et la grande majorité des animaux abattus au Canada sont de jeunes vaches qui couraient très peu de risques de développer la maladie à un niveau infectieux. Tout le bétail présentant des symptômes de l'ESB a été, et continue d'être, écarté du circuit alimentaire.

L'enquête sur l'alimentation de l'animal a confirmé que l'animal infecté avait été exposé à des aliments contenant de la farine de viande et d'os issue de ruminants qui avaient été fabriqués avant l'interdiction frappant les aliments du bétail mise en place en 1997.

La capacité du Canada à mener rapidement à terme une en-

quête approfondie tenant compte de toutes les pistes possibles démontre clairement l'efficacité des systèmes de lutte contre l'ESB en place. Cette rapidité d'intervention témoigne également de l'engagement du Canada à l'égard de la gérance de la salubrité des aliments et de la rigueur du système de tenue des dossiers qu'utilisent les éleveurs bovins et les représentants de l'industrie qui ont contribué à l'enquête.

L'enquête sur le cas confirmé le 11 janvier est en cours. Les résultats de tests effectués sur 33 animaux faisant partie de la cohorte de naissances ont révélé que ces animaux étaient exempts de l'ESB. L'Agence va revoir l'application de la mesure d'interdiction frappant les aliments du bétail en vigueur au Canada. Le processus est en cours et un rapport des résultats sera diffusé d'ici la fin de février.

À compter de la semaine du 24 janvier, des représentants du département de l'Agriculture des États-Unis et de la Food and Drug Administration examineront également les mesures de contrôle mises en place au Canada à l'égard des aliments du bétail. Les travaux seront effectués, dans la mesure du possible, parallèlement à l'examen mené par l'équipe canadienne, mais les deux processus ne seront pas directement liés. ★

Les écoles et les Commissions scolaires valorisent la saine alimentation des enfants

On mange bien à l'École-sur-Mer

Par Jacinthe LAFOREST

En décembre dernier, le gouvernement provincial annonçait que les commissions scolaires de l'Île s'étaient jointes à l'Alliance pour une saine alimentation afin de développer des politiques sur la qualité de la nourriture servie ou présente dans les écoles.

À la Commission de langue française, on élabore une politique mais elle n'a pas encore été adoptée. Cependant, précise le directeur général de la CSLF, Gabriel Arsenault, cela ne veut pas dire qu'on ne fait rien. En effet, les six écoles de la CSLF font des activités reliées à la bonne alimentation.

Par exemple, à l'école Évangéline, on va bientôt recommencer les goûters santé pour les élèves. Une fois par semaine, des fruits et/ou légumes crus seront distribués aux classes avant la récréation du matin, avec la participation financière du Conseil d'école de même que de l'agence Financement agricole Canada, qui a contribué une somme de 200 \$ au projet.

À l'École-sur-Mer, de nombreuses initiatives sont en vigueur. D'ailleurs, le souci de la bonne alimentation anime les dirigeants de cette école depuis ses débuts. «On est parti du bon pied. Dès le début, j'ai mis l'accent sur la saine alimentation et tout le personnel de l'école appuie l'initiative en donnant l'exemple», dit Hervé Poirier,



Jacob Collins a mangé toute sa pizza, de même que Grace Stavert et Emily MacLellan. Ces trois élèves vont à l'École-sur-Mer où vendredi dernier, la cuisinière Patsy Richard avait préparé des pizzas maison, avec une croûte faite de farine de blé entier.



directeur de l'École-sur-Mer.

L'une de ces enseignantes est Josée Renaud, qui enseigne en 4^e, 5^e et 6^e année. «Toutes les semaines, le mercredi, nous avons des collations santé pour les élèves, grâce à l'appui du Conseil d'école. Une fois par semaine, nous avons le service de cafétéria et tous les repas sont préparés selon des critères très sévères. Même quand c'est de la pizza, c'est de la pizza préparée sur place avec des ingrédients que nous connaissons», indique Josée Renaud.

La prochaine pizza au menu sera préparée sur une croûte de

blé entier. «Une fois, on a fait préparer un repas où il y avait un sandwich au fromage grillé. Nous pensions mettre une tranche de pain blanc et une tranche de pain brun, pour introduire le blé entier, mais le Conseil d'école nous a dit de mettre du blé entier partout. Les enfants n'ont jamais vu la différence», précise Hervé Poirier.

Ces exemples illustrent à quel point le personnel et les parents collaborent de près sur ce dossier.

À l'école, on ne permet pas aux élèves d'apporter des boissons gazeuses, des croustilles ni de

bonbons. Chaque avant-midi, les enfants disposent de cinq à 10 minutes pour prendre une collation, juste avant la récréation. «C'est un choix que nous avons fait de donner du temps pour la collation. Nous encourageons les élèves à apporter des collations santé, des légumes avec une trempette, des yogourts, et on ne peut pas manger des aliments en courant dehors. Si on veut promouvoir une alimentation de meilleure qualité... et puis pendant ce temps-là, on échange en français dans les classes et l'enseignement se poursuit de cette façon», explique le directeur de

l'école.

À la collation, les palettes de chocolat sont proscrites, de même que les gâteaux préparés, et tout aliment qui n'est pas santé. Par contre, si ces produits sont inclus comme dessert, après un repas du midi autrement nutritif, on est moins sévère.

«Pour nous, à l'école, enseigner la saine alimentation, faire découvrir de nouveaux aliments aux élèves fait partie de notre mandat éducatif. C'est de l'éducation», indique Josée Renaud.

D'ailleurs, le travail de l'École-sur-Mer sur la question de l'alimentation est remarqué par l'Alliance pour une saine alimentation. Deux représentantes de l'Alliance sont venues visiter l'école récemment, et ont constaté que l'École-sur-Mer se distinguait pas ses nombreuses initiatives. «Ce n'est pas pour nous vanter mais elles n'avaient que des éloges à nous transmettre», a indiqué fièrement Hervé Poirier.

Pour la Dr^e Jennifer Taylor, qui travaille avec l'Alliance pour une saine alimentation, elle maintient que toute nourriture trouve sa place dans une alimentation saine, en autant qu'on mange santé plus souvent et plus régulièrement, et «qu'on mange les aliments moins santé moins souvent, et avec modération».

Les politiques pour une saine alimentation entreront en vigueur en plusieurs phases, selon les niveaux enseignés et la présence ou non de cafétéria. ★

Le Groupe consultatif communautaire Évangéline reçoit 30 000 \$ pour poursuivre son travail

Par Jacinthe LAFOREST

La mission du Groupe consultatif communautaire Évangéline est de promouvoir une vie en sécurité dans la région Évangéline en adressant les racines de la criminalité. Pour la coordonnatrice du GCCÉ, les racines de la criminalité, c'est «n'importe quoi qui fait que le crime existe : la jalousie, la compétition, le trop plein de négatifs dans nos vies, le manque de partenariat, la mauvaise communication. Tout cela fait mijoter la criminalité, la petite criminalité, et la grande criminalité», décrit Sr Norma Gallant.

On peut donc dire qu'on n'arrive jamais au bout des racines de la criminalité. En déterrer une est un gros travail. Toutes les adresses demande des ressources et de la détermination. La détermination, le GCCÉ et Sr Norma Gallant n'en manquent pas. Les ressources

viennent de leur être confirmées pour poursuivre leur travail. En effet, le gouvernement fédéral, a annoncé la semaine dernière que plusieurs groupes et organismes de l'Île allaient recevoir des fonds pour réduire la criminalité à l'Île et parmi les récipiendaires, le GCCÉ reçoit la somme de 30 260 \$.

Sr Norma Gallant explique que ce budget n'est pas pour une durée limitée mais il est pour réaliser la «phase 3» d'un projet qui se poursuit depuis 1999 et qui est axé sur le développement social. Cette «phase 3» s'intitule *La prévention, c'est moi... c'est toi... c'est nous... pour le bien-être de tous et de toutes...*

«Dans cette phase de notre projet, nous mettons l'accent sur les partenariats, pour responsabiliser les gens encore plus et permettre à la communauté entière de se prendre en main» dit Sr Norma Gallant.

Sr Norma Gallant affirme que des changements sont survenus, qu'on a fait des progrès. «Mais ne me demandez pas combien de personnes nous avons sauvé de la prison... Ce n'est pas comme cela que nous fonctionnons. Nous travaillons à la base, en rencontrant les gens, en leur parlant, en leur fournissant de l'information et de la formation.»

C'est difficile de raconter en quelques mots toutes les rencontres, tous les projets auxquels Sr Norma Gallant participe, en tant que représentante du GCCÉ. Qu'il suffise de dire qu'elle est partout où l'on parle de justice, de prévention du crime, et de nouvelles façons d'aborder les deux sujets.

«C'est vrai que je suis au courant de beaucoup de choses, mais ce n'est pas pour me donner du pouvoir, au contraire. En tant que membre d'une communauté



Sr Norma Gallant, coordonnatrice du Groupe consultatif communautaire de la région Évangéline.

religieuse qui a fait don de pauvreté, je partage l'information, les connaissances que j'acquiers grâce à mon travail. Je mets ces connaissances au service de la

communauté. Cela m'arrive de me faire fermer les portes au nez, et si je travaillais pour moi, je laisserais tomber, mais parce que je travaille pour toute une région, je continue et je persévère», dit-elle.

Dans les prochaines semaines, aussitôt que l'argent va arriver, les initiatives vont reprendre ou commencer. En février, on va donner des cours destinés aux bénévoles de la région Évangéline. La publication des bulletins d'information va reprendre. Il y a aussi un beau projet de regroupement des jeunes adultes de 18 à 30 ans. «Ils veulent contribuer à la vie communautaire mais ils se savent pas comment s'intégrer et on ne pense pas toujours à eux», dit Sr Norma Gallant.

Au total, 23 initiatives communautaires de prévention du crime à l'Î.-P.-É. vont recevoir la somme de 679 637 \$. ★

Quelques idées pour célébrer la Chandeleur

Par **Jacinthe LAFOREST**

Des activités communautaires sont prévues dans au moins trois régions acadiennes pour célébrer la Chandeleur, qui a toujours lieu le 2 février, soit mercredi prochain.

Les activités commencent dès ce dimanche, 30 janvier, dans la région Prince-Ouest, avec un brunch communautaire. À l'occasion de la Chandeleur, le Conseil étudiant de l'École française de Prince-Ouest, en collaboration avec le Conseil Rév.-S.-É.-Perrey (Poirier), servira un brunch aux crêpes et saucisses à la salle communautaire de Palmer Road à compter de 12 heures.

Les organisateurs sont très généreux et ils ont décidé de remettre les profits à la Croix-Rouge canadienne pour venir en aide à ceux et celles qui doivent assurer la reconstruction, après le tsunami du 26 décembre. On estime maintenant qu'il y aurait eu plus de 200 000 morts et presque deux millions de sans-abri.

Les adultes paieront 5 \$ pour leur belle assiette et les enfants de 12 ans et moins paieront la moitié de ce montant, soit 2,50 \$.

C'est une aubaine car les crêpes à la Chandeleur garantissent qu'on va passer l'année sans attraper la gale.

À Summerside aussi, on va célébrer la Chandeleur, le jour même du 2 février. Là encore, on va servir des crêpes, pour le souper, qui va commencer à 16 heures et se poursuivre jusqu'à 18 h 30. Le groupe Chiquésa va faire de la musique et on espère que le temps va se maintenir beau et froid pour que la patinoire extérieure soit prête à recevoir quelques égratignures. L'activité sera au coût de 5 \$ pour les adultes et 3 \$ pour les enfants de 12 ans et moins.

Dans la région Évangéline, la fête de la Chandeleur sera célébrée les 5 et 6 février. Comme par les années passées, on fera une collecte de denrées alimentaires qui se conservent longtemps, afin d'aider des familles dans le besoin. Au moment d'aller sous presse, on ne pouvait pas dire exactement quand les collectes auraient lieu et à quel endroit exactement, mais la coordonnatrice, Annette Richard, affirme qu'on va essayer de collecter au Cap-Egmont, à Mont-Carmel, à



Le conseil étudiant de l'École française de Prince-Ouest est prêt pour faire cuire beaucoup de crêpes, ce dimanche à la salle communautaire de Palmer Road. Au premier rang, de gauche à droite, on voit Brandon Chaisson, Melanie Chaisson, Rebecca Richard et Mariah Wedge. Au second rang, on voit Gregory Richard, Raymond Arsenault, Cody McGarry et Mitchell Chaisson. Absents de la photo : Ryan Gaudet, Santana Wedge et Felicia Gaudet. (Photo : École française de Prince-Ouest)

Abram-Village, à Urbainville, sur le chemin Arsenault SawMill et possiblement dans des districts. «Si des gens sont intéressés, on les invite à nous appeler», dit Annette Richard.

Pour les gens qui voudraient donner et qui ne reçoivent pas la

visite des courreux, il sera possible de déposer vos sacs de den-

rées à l'école Évangéline, à la Coopérative de Wellington et peut-être à Mont-Carmel. Les boîtes seront placées à l'avance, mais seront retirées juste avant la collecte, le vendredi 4 février.

Après le travail de collecte, la fin de semaine finira sur une soirée sociale le dimanche 6 février à la salle paroissiale de Baie-Egmont, qui va commencer avec un souper à 16 h 30 et qui sera suivi d'un spectacle de variété à compter de 18 heures. Il y aura aussi la parade des chefs de la Chandeleur. Un prix d'entrée sera fixé.

Toute la nourriture et les fruits de la cueillette seront réunis à la salle de Baie-Egmont et les comités de bien-être des paroisses vont diviser la nourriture pour la placer dans les banques alimentaires paroissiales. Chaque année, on recueille assez de nourriture pour durer toute l'année.

Notons qu'il y aura peut-être des activités scolaires dans différentes écoles. ★

La FCÎPÉ se cherche... (Suite de la page 1)

La Fédération culturelle, quant à elle, pourrait seulement lancer de nouvelles initiatives à la demande des intervenants et en fonction des ressources humaines et financières disponibles. Par ailleurs, la FCÎPÉ resterait la porte-parole officielle au niveau provincial et canadien de la culture et des arts chez les Acadiens et les francophones de la province et les comités régionaux seraient les porte-parole de leurs régions respectives en matière de développement culturel et artistique.

Parmi les composantes du

protocole d'entente, on prévoit l'adhésion des membres à quatre principes directeurs :

- 1- Confirmer l'importance des artistes dans le développement culturel et artistique des Acadiens et francophones de l'Île.
- 2- Tenir compte des besoins et des attentes de la population acadienne et francophone dans le développement culturel et artistique de l'Île.
- 3- Clarifier les rôles et les responsabilités des membres et des organismes culturels et artistiques de langue française de la province;

4- Que les signataires respectent les modalités du protocole.

Validation

La structure proposée n'a pas été adoptée et ne le sera pas avant d'avoir fait l'objet de consultations individuelles et publiques. Un certain nombre des personnes qui ont été consultées individuellement au début de l'étude seront consultées à nouveau, cette fois pour recueillir leurs commentaires sur la structure proposée. Également, le grand public aura l'occasion de se prononcer lors de trois réunions publiques régionales.

Le 9 février, toutes les personnes intéressées aux arts et à la culture dans la région Évangéline sont conviées à la Salle de conférence de l'école Évangéline à 19 heures. Le 16 février, la réunion aura lieu au Centre scolaire-communautaire français de Prince-Ouest à 19 heures et le 21 février, ce sera au tour de la région de Charlottetown alors que les gens sont invités au Salon communautaire du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean à 19 heures.

Les personnes qui voudraient obtenir une copie du document de discussion peuvent se le procurer en communiquant avec Janine Arsenault de RDÉE Île-du-Prince-Édouard au 854-3439, poste 232. ★



Donald DesRoches (à droite) était le premier directeur général de la Fédération culturelle. On voit aussi, partant de la gauche, Alex Robert, bénévole, et Lucie Bellemare, artiste peintre.

Les bibliothèques publiques vous invitent en février 2005

Les bibliothèques publiques francophones de l'Île offrent une programmation d'activités en français en février et toutes les activités sont gratuites.

À la bibliothèque publique d'Abram-Village, il y aura l'heure du conte avec des histoires, du bricolage et une collation sur le thème de la Saint-Valentin, le mardi 8 février à 18 h 15 (854-3077).

À la bibliothèque Dr.-J.-Edmond-Arsenault, Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, Charlottetown, il y aura une heure du conte avec des histoires, des activités et prix de présence sur le thème de la Saint-Valentin, le samedi 12 février à 10 h. Le Club de lecture pour adultes se réunira le mercredi 23 février à 19 h. Les gens sont invités à venir discuter de leurs lectures «coup de cœur» en compagnie d'autres usagers de la

bibliothèque (368-6092).

À la bibliothèque J.-Henri-Blanchard, au Centre Belle-Alliance, à Summerside, le Club de lecture pour adultes se réunira le mercredi 2 février à 18 h. Le public est invité à venir discuter de ses lectures «coup de cœur» en compagnie d'autres usagers de la bibliothèque, le mercredi 2 février à 18 h.

Il y aura également une soirée amicale pour toute la famille avec le jeu du dictionnaire, le mercredi 9 février à 18 h. Également, le samedi 12 février à 10 h, on présentera un Théâtre de marionnettes pour la Saint-Valentin. Le 23 février à 18 heures, il y aura une soirée d'information sur les boîtes à lunch.

Il faut s'inscrire à l'avance, de même que pour l'heure du conte du 26 février à 10 heures, au 432-2748. ★

Nouveau regroupement de vidéastes à l'Î.-P.-É.

Il y aura une réunion le mercredi 26 janvier à 19 h au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean pour tous ceux qui s'intéressent à la production vidéo. Pas besoin d'être expert, c'est ouvert à tous! Les organisateurs veulent créer un regroupement Kino à partir du concept commencé à Montréal il y a cinq ans. Le but du groupe est d'échanger des idées, des services, et de présenter des films lors d'une projection qui aurait lieu une fois par mois. On retrouve maintenant des cellules Kino un peu partout dans le monde : Moncton, Vancouver, Berlin, Paris, etc. Leur slogan est : Faites bien avec rien, faites mieux avec peu, faites-le maintenant! Les films peuvent être de n'importe quel genre : documentaire, essai, fiction, film d'art et/ou d'animation, et sont habituellement d'une durée entre 20 secondes et 10 minutes. Pour plus de renseignements, veuillez contacter Noëlla au (902) 687-1726 ou Nadia au (902) 569-2105 ou encore au kinopei@yahoo.ca. ★

L'école Évangéline célèbre le français, une fois par mois



Lors de la toute première célébration du français, on voit de gauche à droite au premier rang, Claudette McQuaid (enseignante), Samantha Ford, Jilian Arsenault, Jason Gallant, Dominique Arsenault, Jérémie Gallant, Valérie Duguay et Andrew Gallant. Au second rang, on voit Vallier Ouellette (directeur adjoint), Christiane Laberge (enseignante), Mitchell Arsenault, Connor Rousselle, Chantal Durelle (enseignante), Patricia Roy (orthopédagogue), Patricia Richard et Julien (pour la chanson *On s'en va à l'Île-du-Prince-Édouard*), Philippe LeBlanc (enseignant). (Photo : Albert Arsenault)

D'ici la fin de l'année scolaire, les élèves de 1^{re} à 6^e année de l'école Évangéline vont célébrer le français, une fois par mois. Un comité a été formé pour mettre au point ces activités de motivation. Voici les grandes lignes de cette initiative :

- Les parents et les médias sont invités à venir assister à ces rassemblements.

- Chaque enseignant et enseignante reçoit une médaille pour sa classe.

- Les médailles se promèneront d'enfants en enfants qui font un effort de parler français dans la journée. À chaque jour, on repart à zéro. Cette activité sera gérée par les enseignantes.

- À chaque ouverture de rassemblements, tous chanteront la chanson «On s'en va à l'Î.-P.-É.» en chœur.

- À chaque célébration on expliquera le «Défi du mois». Chaque mois, il y aura un différent défi de classe à faire qui est en lien avec la langue française. Les membres du comité vont expliquer le défi aux élèves et en montrer un exemple.

- Les membres du comité vont se rencontrer une fois par mois, afin de s'assurer du bon fonctionnement des rassemblements et aussi de préparer un exemple du «défi du mois» à venir.

Le premier rassemblement a eu lieu le mardi 18 janvier, ayant été reporté d'une journée en raison de la tempête. En février, ce

sera le 15, puis en mars, le 30. Les autres dates sont le jeudi 28 avril, le vendredi 28 mai et le lundi 24 juin. ★

Mettre fin à la conduite en état d'ébriété... C'est l'affaire de tous

Le Comité permanent de l'Assemblée législative sur le développement social désire recevoir vos points de vue sur comment nous pouvons en faire davantage pour prévenir la conduite en état d'ébriété à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le but du comité est d'évaluer la sensibilisation du public face au problème, comment le système judiciaire y répond et comment nous ciblons et traitons les conducteurs à risque élevé. Le Comité déterminera des mesures et des buts à inclure dans la prochaine étape de la Stratégie provinciale sur la conduite en état d'ébriété.

Le Comité prévoit tenir une série de réunions publiques d'un bout à l'autre de la province pour entendre les commentaires des Insulaires. Le nombre de réunions et le lieu dépendra de l'intérêt manifesté par le public.

Si vous désirez faire une présentation au comité lors d'une réunion, veuillez nous le faire savoir en composant le (902) 368-5972.

Vous pouvez également faire connaître vos opinions par écrit en nous envoyant une télécopie, un courriel ou une lettre :

Télécopieur : (902) 368-5175

Courriel : majohnston@gov.pe.ca

Lettre : Comité permanent sur le développement social
Province House
C.P. 2000
Charlottetown (Î.-P.-É.)
C1A 7N8

Toutes les soumissions écrites doivent être reçues par le comité au plus tard le 18 février 2005.



On peut obtenir des renseignements généraux sur le site Web de l'Assemblée législative au www.assembly.pe.ca.

Service de vente de nos photos

La Voix acadienne vous offre la merveilleuse chance de faire l'achat de photos qui sont publiées dans notre journal.

Ces photos sont disponibles en couleur à un prix de 6,50 \$ + tps. Cette offre vous donne droit à deux photos d'une grandeur approximative de 4" X 6" ou d'une d'environ 8" X 10".

Veuillez nous contacter au (902) 436-6005, si une ou des photos vous intéressent.



Assemblée législative
de
l'Île-du-Prince-Édouard

Commission sur
le futur électoral
de l'Île-du-Prince-Édouard

Nomination des commissaires

L'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard a ordonné la création d'une Commission pour faciliter le travail de la Commission de la réforme électorale de l'Île-du-Prince-Édouard en :

- 1) élaborant et en dirigeant un programme d'éducation publique conçu pour sensibiliser le grand public de l'Île-du-Prince-Édouard au système majoritaire actuel ou «scrutin uninominal majoritaire à un tour» et un mode de scrutin mixte compensatoire (système MMP) tel que discuté dans le rapport de la Commission de la réforme électorale de l'Île-du-Prince-Édouard;

- 2) formulant une question de plébiscite claire et concise sur le système électoral que préfèrent les Insulaires;

- 3) recommandant une date pour la tenue d'un plébiscite à ce sujet.

La Commission sera composée de huit membres comme suit :

- À la présidence, une personne telle que sélectionnée par le Comité permanent sur la gestion de la législation;
- Une personne venant de chacun des quatre districts électoraux fédéraux de l'Île-du-Prince-Édouard (Cardigan, Egmont, Malpeque et Charlottetown), telles que sélectionnées par le Comité permanent; et
- Un représentant de chacun des trois partis politiques inscrits à l'élection générale provinciale de 2003.

Si vous êtes intéressé(e) à présenter une demande afin d'occuper le poste de président(e) de la Commission ou l'un des postes de commissaire de district électoral fédéral, veuillez faire parvenir un curriculum vitae et une lettre d'accompagnement au Comité, dans laquelle vous faites état brièvement de vos expériences pertinentes et des motifs pour lesquels vous aimeriez siéger comme commissaire à la Commission sur le futur électoral de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les demandes devraient être envoyées à :

Cheryl Stead, bureau du greffier
Province House, 165, rue Richmond
C.P. 2000
Charlottetown (Î.-P.-É.) C1A 7N8
Tél. : (902) 368-5970; Fax: (902) 368-5175
Courriel : chstead@gov.pe.ca

Toutes les demandes seront gardées confidentiellement, et elle doivent être reçues avant 17 h, le vendredi 4 février 2005 pour être prise en considération. Afin d'en savoir davantage, veuillez communiquer avec le bureau mentionné ci-dessus.

Hon. Greg Deighan, député à l'Assemblée législative
Président, Comité permanent sur la gestion législative

www.assembly.pe.ca

Frank McKenna devient ambassadeur aux É.-U.

Le premier ministre Paul Martin a annoncé récemment la nomination de l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna, au poste d'ambassadeur du Canada aux États-Unis. Cette nomination entrera en vigueur le 1^{er} mars 2005.

«C'est avec grand plaisir que j'annonce la nomination de Frank McKenna au poste d'ambassadeur du Canada aux États-Unis, en cette période de renouvellement de nos relations. Son expérience et ses compétences constitueront un atout considérable au moment de mettre en œuvre le programme que le président Bush et moi-même avons établi durant sa visite, lequel programme vise à renforcer la sécurité commune, la prospérité et la qua-

lité de vie de nos populations», a déclaré le premier ministre Paul Martin.

M. McKenna a eu une brillante carrière, tant au gouvernement que dans le secteur privé. Il a été élu à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1982, et a occupé les fonctions de premier ministre de cette province de 1987 à 1997.

Depuis qu'il a quitté la vie politique, il exerce le droit et est très actif dans le monde des affaires, y compris dans l'entreprise familiale et à titre de membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés.

M. McKenna succédera à Michael Kergin qui était ambassadeur du Canada aux États-Unis depuis juin 2000. ★

Alphabétisation en français Le réseau d'experts se met au travail

Par Étienne ALARY (APF)

C'est sur des bases solides puisqu'il est déjà bien ancré dans les communautés francophones en milieu minoritaire que le premier réseau francophone d'experts en alphabétisation familiale a été «officiellement» lancé, à Ottawa, le 13 janvier dernier.

Initié par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation familiale (FCAF), ce lancement a permis à la cinquantaine de gens présents de découvrir ce qu'a ac-

compli le réseau au cours de la dernière année.

En effet, l'idée première d'un concept de réseau d'experts en alphabétisation familiale a germé à la Fédération en 2002. «Nous avons alors convoqué un groupe de 14 chercheurs (...) qui avait identifié des thèmes de recherche sur lesquels nous pourrions assoir nos initiatives», a affirmé la directrice du développement à la FCAF, Margo Fauchon.

Une année plus tard, 40 intervenants se réunissaient pour valider le travail des chercheurs. «Au même moment, le gouvernement fédéral dévoilait son Plan d'action pour les langues officielles dans lequel on y retrouve le dossier de l'alphabétisation familiale», indique Mme Fauchon.

Cet engagement du gouvernement fédéral est arrivé à point. «Tous les organismes provinciaux et territoriaux offraient déjà des activités d'alphabétisation familiale. Cependant, le manque de financement menait à l'arrêt de ces activités», souligne la présidente de la Fédération, Jocelyne Lavoie.

La FCAF a ainsi pu aller de l'avant avec son groupe d'experts qui est constitué principalement

de ses membres, mais aussi des partenaires et des chercheurs. Au dire de Margo Fauchon, cette première année aura permis au réseau de «cerner ses besoins» et d'identifier les six axes d'intervention du réseau, soit l'amélioration de la capacité organisationnelle des groupes, le réseautage et le partage des connaissances et des compétences, la recherche et l'analyse, la formation des intervenants, le développement des approches et des modèles utilisés ainsi que la promotion des retombées de l'alphabétisation familiale.

Pour le réseau, il s'agit donc d'une première année d'une vision à long terme. «Malgré les résultats encourageants de la dernière année, il nous reste encore beaucoup à faire. Un parent sur quatre ne peut pas faire la lecture à son enfant», énonce Jocelyne Lavoie.

Ce lancement du réseau s'est déroulé en présence du porte-parole de la FCAF, Daniel Lavoie. «Il est important de donner à nos enfants des outils, des mots qui leur permettront de découvrir le monde, mais aussi qui leur permettront de se découvrir», d'affirmer Daniel Lavoie. ★



«Il est important de donner à nos enfants des outils, des mots qui leur permettront de découvrir le monde...» - Daniel Lavoie

Pour tous vos besoins
en fait d'assurance

Hickey & Hyndman Insurance Ltd.

292, rue Water
Summerside (Î.-P.-É.)
Tél. : 436-9215
Télex. : 436-8367



Mon avenir c'est ici



L'Ontario lève des barrières à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Qu'en pensez-vous?

À votre avis, les immigrants vivant en milieu minoritaire, vivent-ils les mêmes défis (i.e. reconnaissance des acquis, accueil, etc.) que la majorité des Canadiens dans ces communautés?

OUI

NON

Sondage en ligne
Pour répondre :
www.journaux.apf.ca

79% ont répondu OUI et 21% ont répondu NON à la question suivante :
Le déclin du pourcentage de la population francophone en Ontario vous inquiète-t-il?

La province de l'Ontario a adopté, l'automne dernier, un train de mesures visant à lever des barrières à la reconnaissance de formations professionnelles acquises à l'étranger. C'est ainsi que la province s'est engagée à travailler avec les organismes de réglementation de l'Ontario à trouver des moyens de réduire davantage les obstacles à l'emploi et à aider les personnes formées à l'étranger à exercer leur profession.

En effet, les médecins et les infirmiers et infirmières ayant obtenu une formation à l'étranger devraient être à même de poursuivre plus facilement leur carrière en Ontario. La ministre ontarienne de la Formation et des Collèges et Universités, Mary Anne Chambers, est d'avis que ces gens apportent «une contribution importante à la création d'une économie forte et prospère».

Selon ce même ministère, en

Ontario, environ 70 % des adultes qui immigreront ont fait des études postsecondaires ou ont suivi une formation, et sont hautement qualifiés. «Nous sommes résolus à créer la main-d'œuvre hautement compétente nécessaire pour attirer emplois et investissements», dit Mme Chambers. En travaillant de concert avec les organismes de réglementation, éducateurs, employeurs et groupes communautaires, nous pouvons permettre à tous les Ontariens de mettre pleinement à profit leurs compétences et leur expertise et assurer ainsi la prospérité de la province», ajoute-t-elle.

Parmi les initiatives annoncées, le gouvernement a fait connaître son intention d'accroître le soutien aux diplômés en médecine formés à l'étranger afin de créer un plus grand nombre de médecins. À ce chapitre, deux nouveaux programmes de formation représentant un investis-

sement de 1,7 million \$ sur trois ans compléteront et mettront à profit le programme actuel ciblant les diplômés internationaux en médecine.

Quant aux infirmières et infirmiers, un projet de formation relais qui aide celles et ceux formés à l'étranger à réussir l'examen d'inscription et à exercer en Ontario, ouvrira un bureau à Hamilton. La province a également annoncé un investissement de 2 millions \$ dans le projet de formation relais intitulé *Creating Access to Regulated Employment (CARE) for Nurses*.

«Il n'y a aucun doute, les Franco-ontariens vont être touchés par ces mesures, mais c'est à nous, les intervenants francophones de l'Ontario, d'être aux aguets afin de s'assurer que les francophones obtiennent leur quote-part», d'affirmer Maxim Jean-Louis, président de Contact Nord à Sudbury. (M. Jean-Louis a participé au développement du Cadre

stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire).

M. Jean-Louis fait remarquer qu'une pénurie au niveau de la majorité se traduit par une pénurie encore plus grande en milieu minoritaire. «Cette pénurie est compliquée par le fait que les immigrants francophones ne sont pas toujours bien accueillis dans le sens qu'ils ne sont pas toujours bien dirigés ou bien informés», mentionne-t-il.

Donc, cette initiative, jumelée à d'autres initiatives gouvernementales, dont celles du fédéral, devrait faciliter l'arrivée en Ontario de professionnels de la santé, par exemple, dont certains sont de langue minoritaire et choisiront d'œuvrer dans des milieux minoritaires.

Dianne Paquette-Legault

Des changements sont à prévoir dans la gestion des forêts

Par Jacinthe LAFOREST

Quand on évoque l'Île-du-Prince-Édouard en tant que terre, la première chose qui vient en tête est la couleur caractéristique de la terre. Ensuite, on voit des paysages où des champs de pommes de terre alternent avec des champs de blé et de luzerne, des verts ondoyants aux nuances complexes. Pour un œil non averti, les forêts sont ni plus ni moins que des interruptions dans ces paysages, autrement agencés avec goût.

Pourtant, la forêt, à l'Île comme partout au Canada et dans le monde, constitue une ressource qu'il convient de gérer et de protéger, s'il en est encore temps.

Le gouvernement provincial a lancé un processus qui devrait mener à une nouvelle politique forestière à l'Île. La politique actuelle a été introduite en 1987. Sans être mauvaise, elle a été conçue pour soutenir les objectifs de l'industrie et elle ne tient pas compte de toute l'étendue des bénéfices de la forêt sur la qualité de vie des citoyens.

De plus, un cri d'alarme a été lancé en 2003 avec la parution

du rapport sur l'état des forêts. On y établit que pour la première fois en 100 ans, la superficie des forêts a diminué et la forêt qui reste est plus jeune et plus faible en volume qu'il y a 10 ans. L'industrie forestière de l'Île ne peut soutenir le même niveau de production et la pénurie de résineux marchands qu'on prédit depuis 1980 est à nos portes.

C'est en partie ce qu'on peut lire dans le document de travail qui circule actuellement à l'Île et qui constitue un élément important des consultations publiques en cours sur l'établissement d'une nouvelle politique forestière.

Lors d'une consultation publique tenue à Wellington le mercredi 19 janvier (d'abord prévue pour le 17), un propriétaire de boisés a dit : «Si le public veut me dire comment gérer mes terres, qu'il les achète et après, il pourra parler. Mais tant que je suis propriétaire, le public n'a rien à dire.»

Cette phrase vaut son pesant d'or car les forêts publiques de l'Île ne constituent que 12 pour cent du total des forêts.

Tous les participants n'étaient pas aussi pointus. Un homme a indiqué qu'il avait planté des

arbres il y a 16 ans. Ses arbres sont encore loin d'être récoltables et à son âge, il sait qu'il ne pourra jamais profiter de cet investissement. «J'ai plusieurs terres où je pourrais planter des arbres, mais je ne vois pas l'avantage pour moi. Peut-être que j'ai tort...»

Ce propriétaire croit que pour encourager des gens comme lui à planter des arbres, le gouvernement pourrait mettre de l'avant un programme d'achat anticipé basé sur la valeur du bois à maturité.

D'ailleurs, et c'est un non-sens, le fait d'avoir planté des arbres sur une terre ne lui donne que très peu de valeur. «Même si vous vendez votre terre 10 ans seulement avant la récolte, la valeur de cette récolte n'est pas du tout reflétée dans le prix que vous pouvez obtenir», a indiqué un employé provincial. Il a affirmé que c'était pas mal pareil partout au Canada mais que dans d'autres pays, on avait ajusté la valeur des terres en conséquence.

Marcel Arsenault est un forestier de carrière. Il estime qu'on devrait planter un minimum de trois millions de résineux par

année afin de couvrir ceux qu'on récolte. «On coupe beaucoup plus de résineux qu'on en plante. Ce n'est pas normal.»

Marcel Arsenault croit aussi que le gouvernement provincial devrait mettre de côté 3 000 acres de forêts publiques, 1 000 acres par comté, et laisser cette forêt se gérer elle-même, sans intervention humaine, sans coupe sélec-

tive. Si des arbres meurent, ils y restent et enrichissent le sol. Par contre, il verrait d'un bon œil l'aménagement de sentiers dans ces forêts, pour que les générations suivantes puissent faire l'expérience d'une vieille forêt naturelle. «Il faut que ce soit légiféré sinon, n'importe quel gouvernement pourrait décider de la couper», dit-il.

Pour participer à l'avenir des forêts de l'Île

Il y a plusieurs façons de participer à l'élaboration de la nouvelle politique provinciale sur les forêts.

- Le forum de discussion du site Web www.gov.pe.ca/go/forestpolicy
- Par courriel au forestpolicy@gov.pe.ca
- Par la poste au Comité de direction sur la politique forestière, ministère de l'Environnement, de l'Énergie et des Forêts de l'Île, Division de la foresterie, ch. Upton, C.P. 2000, Charlottetown, C1A 7N8.

Le document de travail qu'on peut se procurer aux centres Accès Î.-P.-É. est très complet et comprend beaucoup d'information sur la gestion de nos forêts. Il est disponible en français et est une excellente source de vocabulaire nouveau. ★

COMMENT FAIRE LA PART DES CHOSES ?



Paul Martin veut imposer le mariage entre personnes du même sexe.

Nous aimerions connaître votre opinion.



Stephen Harper croit au mariage traditionnel.

- OUI, je souhaite recevoir plus d'informations concernant la position de Stephen Harper sur le mariage.
- OUI, je souhaite aider à contrer l'agenda libéral visant à modifier le mariage.

Envoyez votre réponse, en franchise postale, à :
 L'hon. Stephen Harper, C.P., député
 Chambre des communes
 Ottawa, Ontario K1A 0A6
www.conservateur.ca/mariage

Nom: _____
 Adresse: _____
 Localité/Ville: _____
 Province: _____ Code postal: _____
 Tél: _____ Courriel: _____



Entrepreneurs grâce à une rencontre fortuite

Pour la plupart des gens de l'Île, Dan Viau est probablement mieux connu comme journaliste à la télévision. Il y a toutefois une autre facette à ce journaliste d'expérience - c'est un fabricant de jouets accompli. Sa femme Cathy et lui exploitent The Toy Factory depuis 1990. Après avoir vendu sur le circuit de l'artisanat pendant quatre ou cinq ans au milieu des années 1980, ils songeaient à lancer leur propre commerce.

Ils ont alors rencontré par hasard le premier ministre Pat Binns. À l'époque, le premier ministre n'était pas en politique et il exploitait sa propre entreprise familiale. Il a signalé à Dan que The Toy Factory (qui appartenait alors à Al Shumate et qui était située à Murray River) était à vendre.

Peu de temps après, il s'est rendu à Murray River dans le

« Vous êtes fiers de produire quelque chose que les gens aiment », et Cathy ajoute pour sa part, « moi, j'aime l'occasion de rencontrer tant de gens. »

cadre de son travail à ATV News et il est passé voir Shumate. Il fut impressionné par ce qu'il a vu et quand il en a parlé à Cathy, elle aussi trouvait qu'il serait intéressant d'avoir leur propre boutique. Ils ont contracté une deuxième hypothèque sur leur maison et ont acheté l'équipement, le nom et les gabarits de jouets de l'entreprise.

Ils avaient derrière leur maison de North Wiltshire un bâtiment qu'ils ont rapidement converti en atelier et en magasin de vente au détail. Ils n'avaient pas beaucoup de temps à perdre - la vente a été conclue le 24 juin et ils ont ouvert les portes de la boutique le 7 juillet. Ils sont restés là huit ans avant d'emménager dans leurs locaux actuels à New Glasgow - un meilleur emplacement parce que c'est au coeur de l'industrie touristique de la province. L'entreprise est ouverte de mai à octobre.

« Notre première semaine, nous étions alimentés en électricité par un fil de rallonge branché

à la maison, de sorte que nous pouvions seulement utiliser un outil à la fois, » raconte-t-il en riant. Au début des années 1990, Dan dit que l'entreprise a embauché un conseiller en évaluation des coûts pour déterminer à la cent près combien il en coûtait pour confectionner chaque produit de l'entreprise. Il a expliqué que beaucoup dans l'industrie de l'artisanat demandent ce qu'ils pensent que l'article vaut ou que les gens sont prêts à payer. Un tel système est très bien pour les foires d'artisanat, mais à son avis, il faut faire plus attention au résultat net lorsqu'il s'agit d'une entreprise commerciale.

Ils ont également décidé de diviser les responsabilités - Cathy est devenue directrice des activités au jour le jour, alors que Dan s'occupait de la tenue de livres et de la paperasserie en plus de son emploi à temps plein. Il dit qu'à un certain moment, l'entreprise fournissait des produits à une compagnie de vente par catalogue et comptait jusqu'à onze employés, et que « ça n'était plus aussi plaisant. »

Quand cette aventure n'a pas donné les résultats escomptés, ils sont revenus à la source. Comme l'explique Dan, « Nous avons toujours aimé vendre dans notre boutique. » Il explique qu'un des défis des entreprises saisonnières consiste à conserver son personnel. Trop souvent, dit-il, les gens qui sont formés pour le travail du bois cherchent un emploi à l'année. Après avoir tenté de recruter dans une zone plus large au début, il dit qu'ils préfèrent maintenant embaucher des jeunes de la localité et de les former. « Ça a bien fonctionné pour nous au cours des dernières années. » L'entreprise compte présentement sept employés.

Dan admet que ça peut être compliqué d'exploiter une entreprise tout en occupant un emploi à temps plein dont les horaires sont souvent irréguliers. « Lorsque nous avons commencé, ajoute-t-il, je faisais presque tout le travail du bois - je m'occupe encore de tous les travaux qui exigent l'utilisation d'un banc de scie. »

Quand son emploi de jour exige qu'il travaille des heures supplémentaires, Dan prend toujours des congés



Dan Viau - propriétaire et exploitant - New Glasgow Toy Factory

compensatoires afin de pouvoir consacrer ce temps à l'entreprise. Quand ils ont un peu de temps à eux, Dan et Cathy aiment profiter de la piscine et du bain tourbillon qu'ils ont installé il y a quelques années. Il ajoute, « Quand vous exploitez une entreprise et occupez un emploi à temps plein, vous devez songer à ce que vous allez faire pour relaxer à l'occasion afin d'éviter l'épuisement. »

Les deux enfants du couple, Rebecca et Brian, ont littéralement grandi dans l'entreprise. Dan se souvient que souvent, ils faisaient volontiers l'essai de jouets quand ils étaient jeunes. Maintenant, ils travaillent tous deux dans l'entreprise pendant les mois d'été et les parents espèrent qu'ils décideront un jour de prendre la relève. Pour les deux, ce qu'il y a de plus beau en affaires, c'est la fierté d'être propriétaire et de pouvoir confectionner des pièces d'artisanat de qualité. Dan ajoute, « Vous êtes fiers de produire quelque chose que les gens aiment », et Cathy ajoute pour sa part, « Moi, j'aime l'occasion de rencontrer tant de gens. »

Cet article fait partie d'une série d'articles préparés par la Central Development Corporation (CDC) et financés par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique afin de mettre en valeur les entrepreneurs dans la région centrale de l'Î.-P.-É. La CDC est le principal organisme de développement économique pour les régions rurales du centre de l'Î.-P.-É. et elle fait la promotion du développement de l'entreprise par l'intermédiaire de diverses initiatives.

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Atlantic Canada Opportunities Agency
Canada



Petites nouvelles

Abram-Village

Keith et Calvin, les fils de Jean et Aurella Arsenault, sont allés travailler à Calgary.

Sincères sympathies à Adrus Gallant et sa famille lors du décès de son épouse Merie. Prompt rétablissement à Tilmon Arsenault qui a subi une opération ainsi qu'à Lisette Arsenault qui est gravement malade à l'hôpital de Halifax.

Mme Cécile Gallant a reçu la visite de deux de ses filles, Linda avec son mari Mike Pasternak de Moncton et Jeanne (White) de Victoria Mines, Cap-Breton.

M. et Mme Léo F. Arsenault sont allés passer Noël chez

leurs filles à Montréal, Diane et Norma accompagnées de leurs familles. Ils ont aussi visité Yvonne, la sœur de Léo qui est gravement malade à Montréal.

M. et Mme Simon Arsenault ont reçu la visite de leur fils Ronald et ses filles de Saint-Joseph, N.-B.

M et Mme Louis Gallant ont eu la visite de plusieurs enfants dont Craig, Kelly et Isabella d'Ottawa, de Paul et Nicole et aussi de Roger et Geraldine de Moncton.

Sheldon Arsenault qui étudie à Sudbury est venu passer les fêtes chez ses parents Jean et Aurella Arsenault. ★

Récipiendaire de la bourse Gallant en médecine vétérinaire

Le Dr Paul Hanna D.M.V. du Collège Vétérinaire de l'Atlantique à Charlottetown, vient d'attribuer la bourse du Laboratoire Gallant à M. Daniel Cartwright, étudiant en médecine vétérinaire.

Cette bourse d'une valeur de 2,500 \$, fut présentée au Collège vétérinaire le 4 novembre dernier durant une soirée de reconnaissance du CMVA. Le Laboratoire Gallant compte maintenant neuf employés et est le

plus important fabricant de vaccins de type bactérienne autogène pour animaux de ferme au Canada. En effet, en 2004, plus de deux millions d'animaux domestiques ont été vaccinés avec les vaccins Gallant.



Sur la photo on aperçoit le vétérinaire le Dr Paul Hanna D. M. V. accompagné de M. Daniel Cartwright.

PEI IM/IT Network

Pour simplifier la technologie!

Venez voir comment la technologie peut vous venir en aide pour que votre organisme bénévole ou à but non lucratif puisse réaliser sa mission.

Venez vous joindre à nous de 13 heures à 16 heures le vendredi 28 janvier 2005 pour une session d'information sur le Réseau Î.-P.-É. IM/IT, au «Farm CENTER», au 420, av. University à Charlottetown.

Pour plus de renseignements ou pour s'inscrire :
Téléphone : (902) 838-3351
Courriel : imit@seapei.ca
Site Web : <http://imit.seapei.ca>



Southeast Environmental Association

Le PEI IM/IT Network est subventionné par le Gouvernement du Canada par l'entremise de l'Initiative du secteur bénévole.

Canada

Dames du Sanctuaire

Abram-Village

La réunion des Dames du Sanctuaire eut lieu le 5 janvier au Foyer des personnes âgées d'Abram-Village, avec Louise Arsenault comme hôtesse.

Après la prière à Notre-Dame du Sacré-Cœur, les Dames récitèrent une dizaine de chapelet pour les victimes des tsunamis en Asie. La secrétaire lut le procès-verbal et le rapport financier qui furent adoptés. La messe du mois sera chantée pour les victimes en Asie.

La petite loterie rapporta 6,25 \$ et fut gagnée par Erma. Le prochain prix de loterie sera fourni par Léona. L'appel nominal est répondu par 13 membres avec un huard pour le bingo du Chez-Nous et en disant ce qu'elle avait le plus apprécié durant les Fêtes. Plusieurs Dames donnent leur nom pour aller travailler au bingo. Pour le prochain appel nominal, les Dames apporteront des cents noirs afin de ramasser de l'argent pour faire éduquer un missionnaire.

Il fut décidé de faire chanter une messe pour Lisette Arsenault gravement malade à Halifax, ainsi que pour son mari qui doit subir une opération du cœur. Il fut proposé de donner 50 \$ à la Croix-Rouge pour les victimes.

Le comité des malades donna son rapport et Louise et Rita L. feront partie du ce comité le mois prochain. Le programme était de dire des choses sur soi-même, 5 choses, ou sur l'espace alloué sur la feuille fournie à cette fin.

Le prochain programme sera préparé par Louise et Rita A. Le bingo rapporta 26 \$. La prochaine réunion aura lieu le 2 février chez Évangéline. Un bon jus fut servi et un vote de remerciement est offert à Louise pour

son hospitalité.

St-Chrysostome

Les Dames se sont réunies le 12 janvier chez Norma. On ouvre par une dizaine de chapelet et un mot de bienvenue de la présidente. Six membres répondent à l'appel nominal en donnant une question.

Les rapports d'usage sont donnés et adoptés. Le nouveau comité des malades sera Norma et Marie Anne. Des cartes de Noël avaient été envoyées à des personnes seules et une carte et un cadeau à nos curés, le père Éloi et le père Jean Noël Wata.

On fait la lecture des résolu-

tions de la Convention qui avait eu lieu au mois d'octobre. Les Dames vont continuer d'aller aider le bingo au Chez-Nous.

L'intention de la messe du mois sera pour nos prêtres. Norma avait trouvé une lecture intitulée «Mary's Xmas Dream», qui fut appréciée de toutes.

La secrétaire donne un compte rendu de la réunion avec le père Jean Noël.

La prochaine réunion aura lieu le 2 février chez Simone. L'appel nominal sera un huard pour le bingo au Chez-Nous et le moyen de faire de l'argent sera une vente à l'encan. On a ensuite la boîte à questions. ★

CANADA-PEI
INFRASTRUCTURE
PROGRAM

PROGRAMME
D'INFRASTRUCTURES
CANADA - I-P-E

APPEL D'OFFRES PUBLICS

EXTENSION ET MODERNISATION DES INSTALLATIONS
DE DÉPOLLUTION DU SERVICE D'EAU ET D'ÉGOUT
DE LA VILLE DE CHARLOTTETOWN

CONTRAT 032612.02

L'agent des achats acceptera les soumissions cachetées portant simplement sur l'enveloppe la mention « Soumission pour l'extension et la modernisation des installations de dépollution du Service d'eau et d'égout de la Ville de Charlottetown, Contrat 032612.02 » au 2^e étage de l'hôtel de ville, 199, rue Queen, à Charlottetown (Î.-P.-É.), C1A 7K2 avant midi, heure locale, le mercredi 23 février 2005.

Les travaux seront exécutés aux installations de dépollution situées sur Riverside Drive à Charlottetown (Î.-P.-É.). Les travaux consistent essentiellement en l'expansion des installations actuelles de traitement des égouts d'une capacité de 22 000 m³ par jour et la modification de trois stations de pompage des eaux usées dotées de puits de captage et de puits secs situés ailleurs.

On pourra se procurer des dossiers d'appel d'offres après 14 h le mardi 25 janvier 2005 dans les bureaux de CBCL Limited, au 55 avenue Belvedere, à Charlottetown (Î.-P.-É.), et dans les bureaux de CBCL Limited, au 1489, rue Hollis, à Halifax (N.-É.), sur présentation d'un chèque de 150 \$ établi à l'ordre de CBCL Limited. Les frais exigés pour l'obtention du dossier ne sont pas remboursables. Toutes les demandes de renseignements au sujet de l'appel d'offres doivent être adressées à CBCL Limited.

Des dossiers d'appel d'offres seront disponibles pour consultation dans les locaux de la Construction Association of Prince Edward Island, 40, Enman Crescent, pièce 226, à Charlottetown (Î.-P.-É.); dans les locaux de la Construction Association of Nova Scotia, salle des plans, 260, av. Brownlow, unité n° 3, à Dartmouth (N.-É.); dans les locaux de la Moncton Northeast Construction Association, 297, rue Collishaw, à Moncton (N.-B.) et dans les bureaux de CBCL Limited à l'Î.-P.-É. et en N.-É.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque certifié tiré sur une banque à charte canadienne ou un cautionnement de soumission correspondant à dix pour cent (10 %) du montant de l'offre.

Le Service d'eau et d'égout de la Ville de Charlottetown ne s'engage pas à accepter la soumission la plus basse ni aucune des soumissions.

Ce projet est financé dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS). Les partenaires financiers sont le Gouvernement du Canada, le Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard et la Ville de Charlottetown.

Le conseiller, Terry Bernard,
Président, Service d'eau et d'égout

Le maire adjoint, Stu MacFadyen,
Président, Finances, vérification et
appels d'offres

Canada

Île-du-Prince-Édouard
CANADA



Formation et reconnaissance des bénévoles

Qui? Les bénévoles des nombreux comités de notre communauté

Quoi? Pour reconnaître et fournir aux bénévoles des outils pratiques pouvant les aider à se sentir bien dans leur travail en équipe

Prix de présence? Quatre tirages de 25 \$ de bons d'achat à la Coop de Wellington à chacun des 4 soirs de rencontres

Thèmes/dates:

La communication efficace
le 14 février, de 19 h à 21 h,
répété le 7 mars

La gestion d'un conseil efficace
le 28 février, de 19 h à 21 h,
répété le 21 mars

Lieux:

Le 14 fév. à l'École Évangéline (en cas de tempête: le 16 fév)

Le 28 fév. au Centre Expo Festival (en cas de tempête: le 2 mars)

Le 7 mars au Centre Expo Festival (en cas de tempête: le 9 mars)

Le 21 mars à l'École Évangéline (en cas de tempête: le 23 mars)

Animation: Sr Norma Gallant : La communication efficace

Alcide Bernard : La gestion d'un conseil efficace

Pour les sessions en français, appelez Edgar A. au 854-2216, Angèle A. au 854-2974 ou Sr Norma G. au 854-3095.

Pour les sessions en anglais, appelez Elmer Williams au 436-5451.

Ces rencontres sont rendues possibles grâce au partenariat entre le Regroupement des communautés Évangéline (RCÉ); le Groupe consultatif communautaire Évangéline (GCCÉ); le Centre de bénévolat de Î.-P.-É. (CVIPE); le Conseil de la coopération; Le Festival acadien et l'Exposition agricole; La Commission de récréation Évangéline et le Conseil scolaire-communautaire Évangéline

Bienvenue à tous et à toutes!

Surfer l'Internet pour trouver des solutions en matière d'exportation

À titre d'exportateur, vous devez trouver des réponses rapidement. L'Internet possède une foule de renseignements sur l'exportation – groupes de marchandise, réglementation douanière, information sur le marché et plus encore. Mais comment pouvez-vous trouver ce dont vous avez besoin sans trop perdre de temps?

Équipe Commerce Î.-P.-É. offre un atelier pratique d'une demi-journée pour vous aider à naviguer au coeur des trois meilleurs sites Web sur l'exportation. Leroy Lowe, un professionnel accrédité en commerce international de DDA Solutions, vous fera part de son expérience en matière d'exportation et de ses connaissances pendant qu'il vous guidera au coeur de ces sites.

Le mercredi 2 février 2005

Future Tech West
454, rue Main, O'Leary
De 9 h à 13 h

Le jeudi 3 février 2005

Atlantic Technology Centre, (2e étage)
90, avenue University, Charlottetown
De 8 h à 12 h

Venez apprendre comment ces sites Web spécialisés peuvent aider votre entreprise!

Cet atelier est gratuit. Vous devez toutefois vous inscrire au préalable puisque le nombre de places est limité.

Pour vous inscrire, composez le numéro sans frais
1 888 811-1119 ou le 626-2843 macwilliams.tammy@cbcl.gc.ca

ÉQUIPE
COMMERCE

Île-du-Prince-Édouard
Canada

www.tradeteampeii.com

Projet conjoint entre le
gouvernement du Canada
et le gouvernement
de l'Île-du-Prince-Édouard.

Même si tu n'as pas ton
diplôme d'études secondaires,
tu pourrais faire un stage payé
de 9 mois, dans l'un des
nombreux secteurs d'activités
du gouvernement fédéral.

**Programme
de stages pour
les jeunes dans
le secteur public
fédéral**

Pour plus d'information,
composez le

1-800-495-8775

ou

902-436-3446

(English)

www.psj.gc.ca



Canada

OFFRE D'EMPLOI

Assistante dentaire/réceptionniste
recherchée pour la durée d'un congé de maternité
(fin février 2005 – mars 2006)

Certification courante d'assistante dentaire requise
Faire parvenir un curriculum vitae avant le 31 janvier 2005 au :

Dr Pierre Brunet
60, promenade Sunset, C.P. 5
Wellington (Î.-P.-É.)
COB 2E0



LA RÉSERVE DES COMMUNICATIONS DES FORCES CANADIENNES

DES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRES À TEMPS PARTIEL

Faites partie de l'équipe de la Réserve des communications. C'est avec dignité et fierté que nous sommes :

- spécialistes des technologies de l'information et de la radiocommunication
- à la fine pointe de la technologie
- experts en transmission numérique, en terminaux de satellites, en fibre optique et en informatique

Relevez le défi d'une carrière au sein de la Réserve des communications. Nous vous offrons :

- de nombreuses possibilités de carrières
- l'occasion d'apprendre en travaillant
- de vous aider à payer vos études
- de participer à titre volontaire à des missions à l'étranger

Le 721^e Régiment des communications, Charlottetown, embauche en ce moment!

Communiquez avec nous.
(902) 368-0162
721cr.recruit@forces.gc.ca ou
112, rue Brighton, Charlottetown
www.comms.res.forces.gc.ca

La Réserve des communications
PENSEZ-Y

DÉCOUVREZ VOS FORCES DANS LES FORCES CANADIENNES.

Canada

1 800 856-8488
www.forces.gc.ca



Accueillez un(e) étudiant(e) d'échange

Les familles canadiennes ont l'opportunité de fournir aux gé-

nérations futures une rencontre positive avec le Canada. Des

participants à un programme d'échange d'étudiants rêvent d'avoir une famille canadienne bénévole qui partagera sa connaissance, son énergie et ses valeurs qui constituent ce qui est le pays.

Le Patrimoine Mondial a besoin de familles, des couples ou des chefs de famille monoparentale (avec ou sans enfants) pour accueillir un(e) étudiant(e) d'échange niveau secondaire. Partagez votre chez-vous pour une année et faites une différence dans le monde de demain!

Salon de l'emploi-Éducation



Le vendredi 11 février, de 10 h à 17 h, à l'hôtel Charlottetown, 75, rue Kent Charlottetown (Î.-P.-É.).

L'occasion parfaite de se renseigner sur les débouchés en éducation et de consulter des représentants de conseils scolaires canadiens et étrangers.

Entrée gratuite.

Pour plus d'information:
(902) 566-0792

www.upei.ca/educationfair
(en anglais seulement)

Le projet est financé dans le cadre de l'Entente Canada - Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail
(www.edmt.pe.ca)



En provenance de l'Allemagne, Patric espère être accueilli dans une famille qui pourrait l'aider à améliorer son français. Il adore le soccer, le ski, la natation, le patinage, etc.

On a aussi besoin d'un représentant de la communauté pour fournir un appui aux programmes destinés aux étudiants et aux familles et nous offrons l'opportunité à des adolescents canadiens de devenir des étudiants d'échange.

Pour entamer cette expérience passionnante, prière d'appeler Marion au 1-866-761-0131 ou de contacter le site www.world-heritage.org ★

Chers parents, vos adolescents ont besoin de conseils pratiques

Ce n'est pas ce que tu imaginais
C'est ce que tu sais

Des opportunités de soins de santé au premier plan à l'Î.-P.-É.

**Pharmacien • Orthophoniste • Travailleur social
Radiothérapeute • Inhalothérapeute • Infirmier
Technicien de laboratoire médical • Médecin**

Pour en savoir plus sur les perspectives serrées à l'Î.-P.-É.: **1-800-550-4966**
www.savoirfairecarriere.pe.ca

WWW.SAVOIR FAIRE CARRIERE PE.CA

Le projet est financé dans le cadre de l'Entente Canada - Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail, entente cogérée par Développement des ressources humaines Canada et le ministère provincial du Développement et de la Technologie.



**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA
CANADA LANDS COMPANY**

La Société immobilière du Canada CLC limitée est une petite entreprise qui obtient des résultats d'envergure en valorisation financière et communautaire. Les succès de cette société d'état autonome résultent directement des efforts de ses employés exceptionnels et de son milieu de travail positif. L'entreprise a un poste à pourvoir :

ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE) / RÉCEPTIONNISTE

La personne qui occupe ce poste assure le soutien secrétaire et administratif d'une petite équipe et gère le fonctionnement quotidien du bureau de Charlottetown, Î.-P.-É. Cette personne s'occupe des communications téléphoniques, répond aux demandes du public, traite les factures, organise les réunions, les déplacements et les téléconférences.

La personne choisie pour ce poste a de l'expérience professionnelle en gestion qui a une bonne connaissance des logiciels Microsoft Office, un bon sens de l'organisation et beaucoup d'entregent, en plus d'être capable de traiter de multiples priorités dans un milieu de travail dynamique. La connaissance du secteur immobilier est un atout. Ce poste est réservé à une personne bilingue.

Les personnes que ce poste intéresse sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae d'ici le 3 février, à titre strictement confidentiel, à l'attention de :

Judy De Geer, généraliste des Ressources humaines
Société immobilière du Canada CLC limitée
200, rue King ouest, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5H 3T4
Courriel : jdegeer@clc.ca

La Société immobilière du Canada souscrit au principe de l'égalité d'accès à l'emploi.



les services de fiscalité
la comptabilité et la vérification
la consultation en gestion
la consultation en micro-ordinateur

Grant Thornton L.L.P.

comptables agréés

**Immeuble Banque Royale
220, rue Water
Summerside (Î.-P.-É.)
(902) 436-9155**

Directeurs associés
**Byron Murray, C.A.
Peter Murray, C.A.
Blair Dunn, C.A.**

L'objectif de la campagne SIGNES VITAUX est dépassé

L'appel annuel des Signes vitaux de l'Hôpital du comté de Prince a dépassé son objectif de 2004 en recueillant un total de 481 700,54 \$ destinés au nouvel équipement de l'HCP.

La directrice générale de l'Hôpital du comté de Prince, Kay Lewis, s'est dite touchée par cette réponse de la communauté. «Une fois de plus, ça réchauffe le cœur de voir comment la communauté veut s'assurer que l'HCP ait l'équipement nécessaire pour répondre à ses besoins.»

«Sans ce soutien continu, nous ne pourrions pas offrir un service de qualité, ni attirer et retenir des professionnels dans le présent environnement compétitif. Nous offrons nos félicitations les plus sincères à la communauté pour une autre campagne annuelle réussie.»

La majorité des dollars recueillis au moyen de la campagne de 2004 servent à élargir l'inventaire d'instruments de chirurgie très peu envahissante (laparoscopique).

Tous les chirurgiens de l'hôpital, notamment les gynécologues

et les spécialistes en ORL, ont hâte de pratiquer un plus grand nombre d'opérations à l'aide de cette méthode, parce que cela réduit la douleur chez leurs patients et augmente considérablement la vitesse de récupération : plusieurs patients opérés peuvent s'en aller à la maison dans les 24 heures suivant l'opération, et reprendre leur routine habituelle quelques jours, et non des semaines, plus tard.

Des chirurgies moins envahissantes

Kay Lewis confirme que les séjours à l'hôpital des malades hospitalisés ici à l'HCP ont été réduits par cette méthode de chirurgie très peu envahissante, de même que leurs temps de récupération. «Cela a également pour effet de réduire les listes d'attente.»

Tous les articles de la liste d'équipement de 2004 requis par l'hôpital sont déjà achetés ou sur le point de l'être. Cela comprend le nouveau compteur gamma pour la chirurgie, lequel élimine

le besoin d'ablation radicale des noeuds lymphatiques durant les chirurgies pour le cancer du sein.

L'obstétrique avait demandé un nouveau réchauffeur pour bébés, et il est maintenant commandé. Trois nouvelles pompes acp (mieux connues sous le nom de pompes pour injection d'analgésique) seront utilisées dans l'unité chirurgicale afin d'aider les opérés à contrôler leurs propres médicaments.

Pour sa part, Valerie Owen, directrice générale de la Fondation de l'hôpital, responsable des activités de financement, rappelle qu'au départ, l'objectif de recueillir 454 000 \$ semblait ambitieux.

«Mais les Insulaires comprennent l'importance du nouvel équipement requis à cet hôpital, et ils ont ajouté l'Hôpital du comté de Prince à leurs dons de charité», dit-elle.

«Chaque dollar recueilli pour de l'équipement ici va à l'équipement. Les frais d'administration de cette Fondation sont couverts par les revenus de nos fonds investis. Nos donateurs aiment savoir que, lorsqu'ils choisissent de donner à cet organisme, chaque sou va là où ils voulaient qu'il aille», rappelle Mme Owen.

La Fondation de l'Hôpital du comté de Prince soutient les besoins de l'Hôpital du comté de Prince, une division de la Régie provinciale des services de santé.



Le Dr Bill Walker est l'un des quatre chirurgiens généraux de l'HCP qui pratiqueront davantage la chirurgie moins envahissante. ★

Congrès mondial acadien 2009

Offre d'emploi - Direction générale

Le 4^e Congrès mondial acadien aura lieu en août 2009 dans la Péninsule acadienne, au nord-est du Nouveau-Brunswick. La région hôte de cet événement rassembleur pour les Acadiens et les Acadiennes a été choisie par la Société nationale de l'Acadie.

Le Comité organisateur du Congrès mondial acadien 2009 (COCMA 2009) est formé de 13 membres provenant de toutes les régions de la Péninsule acadienne. Il est à la recherche d'une personne hautement qualifiée qui l'appuiera dans la planification, la préparation et la mise en œuvre du Congrès de 2009. La personne choisie doit :

- Posséder un diplôme universitaire ou une expérience de travail équivalente
- Posséder des compétences solides en organisation d'événements
- Connaître la dynamique de la Péninsule acadienne
- Avoir de l'expérience en gestion de ressources humaines et financières
- Avoir de l'expérience en gestion d'organismes sans but lucratif
- Démontrer par ses réalisations antérieures sa capacité de mener à terme des projets d'envergure et de respecter un échéancier strict
- Être capable de gérer un ensemble de priorités dans le contexte d'un projet à long terme
- Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais.

La personne choisie doit pouvoir travailler avec très peu de supervision, posséder d'excellentes habiletés en communications interpersonnelles, et favoriser la collaboration et le travail d'équipe. Elle doit être prête à se déplacer dans la région et, à l'occasion, à l'extérieur.

Les modalités d'embauche et les conditions d'emploi seront négociées en fonction des qualifications et de l'expérience de la personne choisie. Vous pouvez faire parvenir votre candidature par écrit à l'adresse suivante :

**Concours « Direction générale »
Le Président du COCMA 2009
20, rue Alexandre
Pointe-Brulée, NB, E8S 2T1**

Votre candidature doit être reçue au plus tard le 18 février prochain. Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez au Congrès mondial acadien 2009, mais nous vous prions de prendre note que seuls les candidats sélectionnés seront convoqués en entrevue.



Classification : GT-01

Titre du poste : Interprète de parc

Ministère/agence : Agence Parcs Canada

Lieu : Île-du-Prince-Édouard

Traitement : 17,76 \$ l'heure

N° du concours : 2005-01-PEI-T+-RM-OC-0464

AGENCE PARCS CANADA – POSSIBILITÉ D'EMPLOI

ADMISSIBILITÉ : Les personnes de citoyenneté canadienne qui travaillent ou qui habitent dans un rayon de 200 km de Charlottetown. Sont également admissibles les personnes qui ont une adresse permanente dans la zone de sélection mais qui étudient dans un établissement d'enseignement postsecondaire à l'extérieur de cette zone.

DÉTAILS CONCERNANT LE POSTE : Postes de durée déterminée pour l'été; affectation à divers secteurs du parc national de l'Île-du-Prince-Édouard. Entrée en fonction prévue pour le printemps de 2005. À noter que ce concours pourrait aussi servir à doter des postes saisonniers permanents dans l'avenir.

ACTIVITÉS PRINCIPALES : Créer et offrir à d'importants groupes de visiteurs, dans les deux langues officielles, des activités éducatives telles que des promenades guidées en pleine nature, des causeries autour d'un feu de camp, des expositions d'information et des présentations audiovisuelles, afin de leur transmettre les messages de Parcs Canada et de leur faire découvrir le patrimoine naturel et culturel du parc national de l'Île-du-Prince-Édouard.

EXIGENCES : Les personnes qui posent leur candidature doivent avoir terminé *au moins 16 cours d'un programme universitaire de sciences naturelles en biologie, en écologie, en botanique, en zoologie, en ornithologie, en foresterie, en science des sols, en géographie, en géologie, en biologie marine, en océanographie, en limnologie, etc., ou avoir à leur actif un agencement acceptable d'études et d'expérience pertinentes. Elles doivent également posséder une expérience acceptable de la présentation d'exposés en public ou de la conduite de visites guidées.

*les crédits à venir pour les cours terminés avec succès en avril 2005 seront acceptés.

Les personnes qui posent leur candidature doivent être *bilingues au niveau CBC/CBC*, selon les normes d'évaluation de langue seconde de la Commission de la fonction publique (CFP). Les résultats des examens de la CFP qui sont encore valides seront acceptés. Pour vous renseigner sur les examens administrés par la CFP, rendez-vous au site Web suivant : http://www.psc-cfp.gc.ca/ppc/sle_main_f.htm

CRITÈRES DE PRÉSÉLECTION : Pour que votre candidature soit retenue à des fins d'évaluation, vous devez montrer clairement dans votre curriculum vitae que *vous satisfaites à l'ensemble des exigences*.

DATE LIMITE : Pour que votre demande soit prise en considération dans le cadre de ce concours, votre curriculum vitae doit avoir été reçu au plus tard le 31 janvier 2005 à 16 h.

Veillez envoyer votre curriculum vitae et une lettre d'accompagnement à : Kim Smith, 2 Palmers Lane, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 5V6. Vous pouvez également les transmettre par télécopieur au (902) 566-7226 ou les envoyer par courriel à kim.smith@pc.gc.ca.

PERSONNE-RESSOURCE : Maurice Roy; (902) 626-2913.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi et encourageons les Autochtones, les membres de minorités visibles et les femmes exerçant un métier non traditionnel à s'identifier sur leur curriculum vitae ou leur lettre d'accompagnement.



Parcs Canada Parks Canada

Canada

Ordre de l'Île-du-Prince-Édouard Appel de candidatures



Le conseil consultatif du programme de remise de la distinction intitulée «**Ordre de l'Île-du-Prince-Édouard**» souhaite aviser le public qu'il accepte maintenant des mises en candidature pour la remise de la médaille en 2005.

L'**Ordre de l'Île-du-Prince-Édouard** constitue la plus haute distinction décernée par la province à un citoyen ou à une citoyenne. Cette distinction a été créée dans le but de reconnaître des Insulaires ayant contribué de manière exceptionnelle au tissu social, économique et culturel de la province.

Si vous connaissez une personne qui a fait preuve d'**excellence individuelle ou d'un leadership exceptionnel dans sa communauté, dans sa profession ou dans son métier**, voilà l'occasion pour vous de la mettre en candidature pour recevoir une reconnaissance et une distinction très particulières.

Pour de plus amples renseignements ou pour se procurer un formulaire de mise en candidature, communiquez avec le Bureau du greffier, Province House, C. P. 2000, Charlottetown (Î.-P.-É.) C1A 7N8 (902) 368-5970, www.assembly.pe.ca/orderofpei, ou encore auprès de l'un des centres Accès Î.-P.-É. de la province. Veuillez prendre note que les candidatures reçues par les années passées ne seront pas considérées par le conseil à moins qu'elles aient été soumises de nouveau avec le formulaire de mise en candidature pour 2005. Les candidatures peuvent être présentées en anglais ou en français.

La date limite pour soumettre une candidature pour la remise de 2005 est le vendredi 1^{er} avril 2005.

CHARLES MACKAY
Secrétaire

Vous avez besoin d'un nouveau cœur? Vous devrez attendre un peu

Les taux de transplantation du cœur varient considérablement selon la province de résidence des patients. En 2000-2002, les taux allaient de 9,1 par million d'habitants en Alberta jusqu'à 2,5 à Terre-Neuve-et-Labrador. Ces différences de taux semblent ne pas s'expliquer simplement par le fait que certaines provinces ont ou n'ont pas de programmes provinciaux de transplantation du cœur. En 2000-2002, le taux de la Saskatchewan, qui tout comme Terre-Neuve-et-Labrador, ne possède pas de programme provincial de transplantation du cœur, est plus de deux fois supérieur à celui de Terre-Neuve-et-Labrador et supérieur à ceux de toutes les autres provinces, à l'exception de l'Alberta.

De 1994-1996 à 2000-2002, les taux de transplantation du cœur par province de résidence ont connu une hausse en Alberta, en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan, à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les Territoires. Toutefois, les taux de l'Ontario, du Québec,

du Manitoba et de Terre-Neuve-et-Labrador ont chuté. Les taux de transplantation du cœur sont restés stables en Colombie-Britannique et ils ont fluctué au Nouveau-Brunswick.

Il existe 12 programmes de transplantation du cœur au Canada. Ces programmes se trouvent dans des hôpitaux de cinq provinces : en Nouvelle-Écosse (un programme), au Québec (cinq

programmes), en Ontario (quatre programmes), en Alberta (un programme) et en Colombie-Britannique (un programme). Les patients des provinces où on ne trouve aucun programme de transplantation sont habituellement traités dans les provinces adjacentes qui possèdent un programme de transplantation du cœur. Les jeunes patients sont traités en Ontario, au Québec et en Alberta.

Combien de temps faut-il attendre pour une transplantation d'organe?

Le nombre de jours que les receveurs de greffe attendent avant leur intervention dépend de leur état de santé au moment de les inscrire sur la liste d'attente ainsi que de leur groupe sanguin. De 2000 à 2002, à l'inscription des patients de l'unité de soins intensifs (USI) sur la liste d'attente, on comptait une attente moyenne de 19 jours. Par comparaison, les patients qui n'étaient pas à l'unité de soins intensifs au moment de s'inscrire sur la liste d'attente pouvaient attendre en moyenne 97 jours. Ce dernier groupe représente près de 60 pour cent de tous les patients. Les patients dont le groupe sanguin est «O», c'est-à-dire les donneurs universels, affichent l'attente moyenne la plus longue, peu importe leur état de santé, à l'inscription sur la liste d'attente. ★



Programme d'échange interprovincial pour étudiants universitaires 2005

La Division des affaires acadiennes et francophones accepte dès maintenant les demandes pour le programme d'échange interprovincial pour étudiants universitaires. Ce programme d'emplois d'été offre aux étudiants universitaires la possibilité de profiter d'une expérience de travail enrichissante dans la fonction publique du gouvernement du Québec, de vivre dans un environnement francophone en plus d'améliorer la connaissance d'une deuxième langue.

Pour avoir le statut d'étudiant comme l'exige le programme, une personne doit fréquenter un établissement universitaire à temps plein, y être inscrite depuis au moins un semestre à l'été 2005. Cette personne doit aussi avoir l'intention de retourner aux études universitaires à l'automne 2005. Les candidats doivent également avoir une connaissance du français et de l'anglais jugée satisfaisante.

La période d'emploi est de 13 semaines, du 16 mai jusqu'au 12 août 2005. Une allocation de transport est offerte selon les conditions établies. Toutefois, la recherche d'un logement et les frais de séjour sont la responsabilité de l'étudiant.

La date limite pour déposer une demande est le 9 février 2005.

La description complète du programme, incluant les conditions d'admissibilité, ainsi que le formulaire de demande sont disponibles en ligne en se rendant au www.gov.pe.ca/jobs sous la rubrique *Student Opportunities*. Pour de plus amples renseignements, veuillez composer le (902) 368-4828.
Division des affaires acadiennes et francophones



Santé Canada Health Canada

Appel de propositions

Fonds des initiatives communautaires de la Stratégie antidrogue

Date limite : 28 février 2005

Santé Canada a créé le **Fonds des initiatives communautaires de la Stratégie antidrogue** (FICSA), dans le cadre de la Stratégie canadienne antidrogue, dans le but de soutenir une vaste gamme de projets de **promotion et prévention** et de **réduction des méfaits** liés à la consommation problématique des substances au Canada.

Pour connaître les lignes directrices, les priorités et les modalités de demande de financement s'appliquant à votre région, ou au bureau national, veuillez consulter le site Web de Santé Canada à l'adresse <http://www.hc-sc.gc.ca/ficsa>.

Pour recevoir cette information par la poste, veuillez en faire la demande à l'adresse suivante :

Division des initiatives communautaires
Programme de la stratégie antidrogue et des substances contrôlées
Santé Canada
123, rue Slater, 2^{ième} étage
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

Canada

SPORTS

Une surfaceuse à glace toute neuve à Abram-Village



(J.L.) Le Centre de récréation Évangéline a fait l'acquisition cet automne d'une surfaceuse à glace toute neuve. Un comité a été formé pour trouver des fonds et grâce à la grande générosité des entrepreneurs de la région Évangéline, le comité a recueilli la somme requise en quelques mois seulement. Sur la photo, on voit la surfaceuse en compagnie des membres du comité de collecte de fonds. On voit de gauche à droite, Gisèle Arsenault, Roger Gallant, Cédric Gallant, Éric Richard et Donnie Arsenault. (Photo : Centre de récréation Évangéline) ★

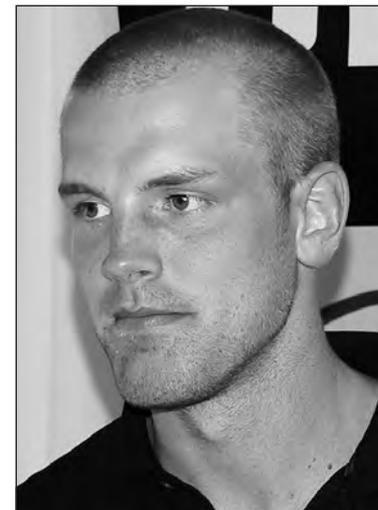
Brad Richards se remet d'une opération

Selon un article de la Presse canadienne, le hockeyeur natif de l'Île, Brad Richards, se remet actuellement d'une opération à la paroi abdominale pratiquée il y a quelques jours. Dans cet article, on dit que «Si jamais les activités devaient reprendre dans la Ligue nationale, le Lightning de Tampa Bay ne pourrait compter sur la présence de Brad Richards, qui a remporté le trophée Conn Smythe le printemps dernier».

L'ancien porte-couleurs de l'Océanic de Rimouski a été opéré à Philadelphie, puis il est retourné chez lui, à Charlottetown, afin d'y poursuivre sa convalescence durant six à sept semaines.

«Si je ne joue pas, j'aurai tout l'été pour me préparer», a déclaré Richards au quotidien Tampa Tribune.

Richards, 24 ans, a joué cet au-



Brad Richards.

tomme en Russie dans l'équipe de Kazan. Il a quitté cette formation en décembre en raison de sa blessure.» ★

Ligue acadienne de quilles le vendredi 21 janvier 2005

CLASSEMENT CUMULATIF

Équipe	Points de la semaine	Points totaux
1 50 Plus	13	166
2 Les Mélis-Mélos	11	160
3 Les Ouaouarons	14	150
4 Adorables	10	143
5 Les Grincheux	9	132
6 Les Passe-Partout	5	127



Meilleures moyennes :

Hommes	
Marcel Bernard	190
Claude Gallant	188
Johnny Arsenault	185
Raymond Arsenault	184
Urbain Arsenault	183
Victor Arsenault	172
Alcide Bernard	168
Edmond Gallant	165
Lucien Bernard	162
Albert Arsenault	162

+ haut Simple de la semaine :

Hommes	
Marcel Bernard	263
Claude Gallant	262
Edmond Gallant	244

+ haut Triple de la semaine :

Hommes	
Marcel Bernard	661
Claude Gallant	614
Urbain Arsenault	597

Femmes

Jeannita Bernard	184
Zelma Hashie	170
Barb Gallant	168
Lucia Cameron	165
Jeannette Gallant	160
Ghislaine Bernard	159
Zita Gallant	157
Alvina Bernard	153
Bernice Arsenault	151
Corinne Arsenault	147

+ haut Simple de la saison :

Hommes	
Alcide Bernard	305
Johnny Arsenault	301
Marcel Bernard	298

+ haut Triple de la saison :

Hommes	
Alcide Bernard	716
Claude Gallant	702
Johnny Arsenault	687

Femmes

Femmes

Ligue de hockey junior majeur du Québec



Classement des équipes par division

Division Atlantique

Équipes	PJ	Pts
Moncton	50	65
Halifax	46	60
Cap-Breton	47	51
Î.-P.-É.	47	44
Acadie-Bathurst	47	30

Division Est

Équipes	PJ	Pts
Chicoutimi	47	66
Québec	49	58
Rimouski	49	57
Lewiston	48	53
Baie-Comeau	47	39

Division Ouest

Équipes	PJ	Pts
Gatineau	50	54
Shawinigan	49	53
Rouyn-Noranda	46	50
Drummondville	47	43
Victoriaville	49	40
Val-d'Or	48	40

Classement des meilleurs pointeurs de la saison

Joueurs	PJ	B	P	Pts
1- Sidney Crosby (Rim)	41	36	62	98
2- Maxime Boisclair (Chi)	47	31	41	72
3- Dany Roussin (Rim)	48	35	35	70
4- David Desharnais (Chi)	47	21	46	67
5- Alex Bourret (Lew)	45	23	43	66
6- M.-A. Pouliot (Rim)	49	27	38	65
7- Stanislav Lascek (Chi)	36	16	48	64
8- Alexandre Picard (Lew)	44	28	34	62
9- Josh Hennessy (Que)	47	27	34	61
10- Brent Aubin (Rou)	46	26	32	58
11- Yannick Tifu (Rou)	46	20	38	58
12- Philippe Dupuis (Rou)	41	25	31	56

Meilleurs pointeurs du Rocket

Joueurs	PJ	B	P	Pts
1- Pierre-André Bureau	47	21	29	50
2- Viatcheslav Trukhno	41	18	24	42
3- Dominic Soucy	47	14	28	42
4- Maxim Lapierre	47	18	21	39
5- David Laliberté	40	23	13	36

Résultats des dernières parties du Rocket :

le mercredi 19 janvier le vendredi 21 janvier le samedi 22 janvier



Prochaines parties du Rocket :

Le mercredi 26 janvier : le Rocket VS l'Océanic de Rimouski
 Le vendredi 28 janvier : le Rocket VS le Titan d'Acadie-Bathurst
 Le mercredi 2 février : les Cataractes de Shawinigan VS le Rocket



Kelly's Flower Shoppe (1987) Ltd.
Créations florales uniques

Gordon et Joyce PHILLIPS
Téléphone : 436-2702

297, rue Water
Summerside (Î.-P.-É.)
C1N 1C1

Avis aux producteurs

Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) Sessions d'information

On vous invite à une session d'information au sujet du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole. Un représentant de la Agricultural Insurance Corporation (société d'assurance agricole) donnera des renseignements sur le programme et sur comment respecter ses dates limites.

- le mercredi 26 janvier à 13 h 30, au sous-sol du Club des lions à O'Leary
- le jeudi 27 janvier à 13 h 30, dans la salle Empire 1 de la Loyalist Inn à Summerside
- le mercredi 2 février à 13 h 30 dans la salle 105 du Centre agricole à Charlottetown

Il n'est pas nécessaire de s'inscrire à l'avance. Pour plus d'information au sujet de la session, veuillez communiquer avec Yvette Lunn au (902) 368-5788.



Agriculture, Pêches
et Aquaculture



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Consultations publiques : Budget provincial 2005/2006

Le trésorier provincial et président du Conseil du trésor, l'honorable Mitch Murphy, lance une invitation aux particuliers, aux sociétés, aux associations et aux groupes communautaires qui désireraient une rencontre privée au sujet du budget provincial 2005-2006.

Le ministre sera disponible, sur rendez-vous seulement, aux endroits suivants :

le mercredi 9 février	Accès Î.-P.-É. Montague	13 h à 17 h
le jeudi 10 février	Accès Î.-P.-É. Summerside	9 h à 11 h 30
le jeudi 10 février	immeuble Shaw, salle de réunion Kelly, Charlottetown	14 h à 17 h

Pour fixer un rendez-vous, communiquer avec Ruth Chandler au (902) 368-4050.

On accepte également les présentations écrites. Elles peuvent être livrées ou envoyées à :

L'honorable Mitch Murphy, trésorier provincial
95, rue Rochford, 2^e étage, immeuble Shaw
C.P. 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8

La date limite pour présenter une soumission par écrit est le vendredi 18 février 2005.



www.gov.pe.ca

Trésor de l'Î.-P.-É.

CANADA

La SNA et la province du Hainaut signent un premier programme d'échanges



Lors de la cérémonie de signature de l'entente, on voit, de gauche à droite, Michel Cyr, président de la SNA, John McNee, ambassadeur du Canada à Bruxelles, Claude Durieux, gouverneur du Hainaut et Pierre Dupont, député permanent du Hainaut.

La Société Nationale de l'Acadie (SNA) et la province du Hainaut, en Belgique, ont officiellement signé le premier programme d'échanges Acadie-Hainaut, lequel prévoit une multitude d'échanges dans des secteurs reliés à la culture, à la jeunesse, à l'éducation et aux technologies de l'information et des communications.

Le président de la SNA, Michel Cyr, pour la partie acadienne, et le gouverneur Claude Durieux ainsi que le député permanent Pierre Dupont, pour la province du Hainaut, ont apposé leurs signatures à une première entente de coopération qui présente les grands axes de coopération pour les années 2005-2006 entre les deux parties.

La signature de cette entente s'est déroulée dans le cadre d'une cérémonie spéciale regroupant plusieurs personnalités de la province du Hainaut et la délégation acadienne, comprenant des représentants de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, la Fédération des Jeunes Francophones du Nouveau-Brunswick, la Société Saint-Thomas-d'Aquin et Jeunesse Acadienne, le tout en présence de l'ambassadeur du Canada à Bruxelles, Son Excellence John McNee.

Selon le président de la SNA, Michel Cyr, «cette nouvelle entente avec la province du Hainaut est extrêmement positive pour l'Acadie. Le Hainaut, qui regroupe 1,3 millions de francophones, a beaucoup d'affinités avec l'Acadie et déjà des coopérations sont en marche entre autres avec le Festival international du cinéma francophone en Acadie ainsi qu'avec le Théâtre populaire d'Acadie et le Théâtre l'Escaouette».

«De telles ententes avec des gouvernements étrangers viennent renforcer le sentiment identitaire des Acadiens et Acadiennes et permettront à plusieurs d'entre eux de pouvoir développer des liens de coopération avec des représentants du Hainaut, qui se veut la province la plus importante en terme de population francophone en Belgique.»

Notons que la délégation acadienne poursuit son programme de mission au Val d'Aoste où elle sera reçue par le président du conseil général de la région et des membres de son conseil. Cette rencontre exploratoire vise à établir des premiers liens avec la seule région francophone d'Italie. ★

FAIT : L'Î.-P.-É. a l'un des taux les plus élevés de cancer du col de l'utérus au Canada.

Pourquoi? Seulement 40p.100 des femmes de l'île subissent un test de dépistage chaque année.

Agissez! Les tests de PAP périodiques préviennent le cancer du col de l'utérus.

Si vous n'avez pas subi de test de PAP au cours des deux dernières années, communiquez avec votre médecin ou la clinique de dépistage de PAP à Cornwall afin de prendre rendez-vous.

Calendrier des cliniques mobiles de PAP

Centre de santé de Prince-Est, 205, av. Linden, Summerside

- le 26 janvier
- le 16 février
- le 9 mars
- le 13 avril

Hôpital Kings County Memorial, Montague

- le 14 février
- le 14 mars
- le 18 avril

Centre de santé communautaire Four Neighbourhoods,
152, ch. St. Peters, Charlottetown (de 14h à 18h)

- le 23 février
- le 16 mars

Des cliniques auront également lieu à Souris, à Tignish, à Alberton et à O'Leary au printemps. Veuillez appeler la clinique de dépistage de PAP pour obtenir plus de détails.

Pour prendre rendez-vous pour subir un test de PAP, téléphonez au 368-2010 ou sans frais au 1-866-818-7277.



Santé et
Services sociaux

CANADA

